



L'eau douce du Canada

Recherche sur

l'opinion publique

2026

Présenté par



Préparé en collaboration avec :



Fondation
de Gaspé Beaubien
Foundation



Experimental Lakes Area



OCEANS
NORTH



FORUM FOR LEADERSHIP ON WATER



Centre for Indigenous
Environmental Resources



Table des matières

Sommaire	3
Contexte et objectifs	6
À propos d'AquaAction.....	7
Nos partenaires.....	7
À propos de la chercheuse	7
Méthodologie en bref	8
Profil des répondants.....	9
Section 1 : L'importance de l'eau douce.....	11
Section 2 : Intérêt personnel, attachement et préoccupation.....	17
Section 3 : Connaissances, éducation et carrières.....	30
Section 4 : Gouvernance, politiques et investissements	37
Section 5 : Droits relatifs à l'eau, souveraineté et utilisation des ressources	53
Annexe A : Méthodologie détaillée.....	67
Tableau A1. Composition de l'échantillon comparée au Recensement de 2021	70
Tableau A2. Autres caractéristiques des répondants (aucune donnée comparable du Recensement).....	71
Composition détaillée de l'échantillon.....	72



Sommaire

Alors que le Canada amorce les consultations sur sa toute première Stratégie nationale sur la sécurité de l'eau, un nouveau sondage révèle une population profondément attachée à l'eau douce et convaincue qu'il existe une occasion importante de renforcer le leadership fédéral pour la protéger.

Quatre-vingt-treize pour cent des Canadiens jugent que la sécurité de l'eau devrait être une priorité élevée pour le Canada. L'élaboration d'une Stratégie nationale sur la sécurité de l'eau arrive donc à un moment important, avec un solide mandat public pour agir.

Au cœur des attentes des Canadiens se trouve le désir de protéger les éléments essentiels : une eau potable salubre pour toutes et tous, ainsi que des rivières et des lacs en santé. Le sondage révèle aussi une compréhension plus large de la sécurité de l'eau. Les Canadiens reconnaissent qu'un approvisionnement fiable en eau est essentiel non seulement aux communautés et aux écosystèmes, mais aussi à l'économie et à la prospérité future du Canada.



« Les Canadiens considèrent des lacs, des rivières et des eaux souterraines en santé comme fondamentaux pour leur santé et leur qualité de vie et estiment massivement que la protection de ces ressources devrait être une priorité pour les gouvernements »





Cela se traduit par un fort appui aux investissements qui aideront le Canada à mieux comprendre, gérer et utiliser son eau douce, qu'il s'agisse de recherche scientifique indépendante à long terme ou de nouvelles technologies qui réduisent l'utilisation de l'eau, s'attaquent à la contamination et renforcent la résilience de nos réseaux d'eau. Un approvisionnement fiable en eau pour soutenir la croissance économique arrive au deuxième rang des six éléments proposés pour la Stratégie, et 35 % des Canadiens désignent un approvisionnement fiable en eau pour l'économie et l'emploi comme une priorité fédérale majeure.

La plupart des Canadiens ressentent ce lien dans le budget de leur ménage. Près de 9 Canadiens sur 10 s'attendent à ce que les enjeux liés à l'eau aient une incidence sur leur coût de la vie au cours des cinq prochaines années. Au fil de trois études depuis 2021, la valeur économique de l'eau a gagné du terrain dans le classement des Canadiens.

Les Canadiens semblent prêts à adopter une approche dans laquelle la protection de l'environnement et la croissance économique se renforcent mutuellement plutôt que de se faire concurrence.

Le sondage met également en lumière un écart entre l'importance que les Canadiens accordent à l'eau douce et le niveau de connaissances qu'ils estiment posséder à son sujet.

La moitié (51 %) ne se sentent pas bien informés de l'état de l'eau douce au Canada, et plus du tiers (37 %) ne savent pas d'où provient l'eau de leur robinet. Deux personnes sur trois (66 %) estiment que les écoles ne préparent pas bien les jeunes aux enjeux liés à l'eau, et 86 % disent que la littératie de l'eau chez les jeunes Canadiens devrait être une priorité fédérale élevée. Cet écart compte pour la Stratégie, car connaissances et soutien tendent à aller de pair : les Canadiens qui se sentent informés, connaissent leur source d'eau ou se sentent liés à un plan d'eau local ont tendance à être plus préoccupés et plus favorables à l'action fédérale.

Les résultats font ressortir à la fois une occasion et une attente à l'égard de la sécurité de l'eau.

Les Canadiens veulent que leur eau douce soit protégée, mais ils souhaitent aussi que le Canada améliore sa capacité à comprendre, gérer et innover en matière d'eau. La Stratégie offre l'occasion de mieux sensibiliser le public tout en faisant progresser des solutions concrètes qui protègent nos cours d'eau, renforcent notre économie et préservent une ressource que les Canadiens considèrent comme fondamentale pour leur mode de vie.



94 %

des Canadiens jugent important que le Canada investisse dans la recherche indépendante à long terme sur l'eau douce.



37 %

des Canadiens ne connaissent pas la source d'origine de leur eau du robinet.



90 %

des Canadiens jugent important que le gouvernement fédéral concrétise le Fonds pour les technologies de sécurité de l'eau de 100 M\$.



66 %

estiment que les écoles canadiennes préparent mal les jeunes à comprendre les enjeux de l'eau et leur rôle dans sa protection.



90 %

des Canadiens appuient l'appel au gouvernement du Canada à investir 1 milliard \$ dans l'eau douce et la sécurité de l'eau.



92 %

des Canadiens appuient la désignation par le gouvernement du Canada de zones d'importance écologique pour protéger l'habitat du poisson.



75 %

des Canadiens appuient un rôle significatif pour les gouvernements autochtones dans la gestion de l'eau douce du Canada.



81 %

des Canadiens sont préoccupés par la qualité de l'eau douce au Canada.



Contexte et objectifs

En 2021, Environnement et Changement climatique Canada (ECCC) a confié à Environics Research la réalisation du Sondage sur la valeur et l'état de l'eau douce et les réponses appropriées aux problèmes liés à l'eau douce, un sondage en ligne mené auprès de 2 001 Canadiens. Elle mesurait la valeur que les Canadiens accordent à l'eau douce, leur évaluation de son état actuel et les mesures politiques qu'ils appuient.

En août 2025, une étude de suivi commandée par AquaAction et réalisée par Paige Evans par l'intermédiaire de Cint Inc. a repris certaines questions d'ECCC afin de mesurer l'évolution sur quatre ans. Elle a montré que l'eau douce avait renforcé sa position de ressource naturelle la plus valorisée au Canada et que la préoccupation à l'égard de la qualité de l'eau demeurait élevée et stable, mais d'intensité modérée.

L'étude de 2026 s'appuie sur ces deux études. Elle a été menée en août 2026, alors que le gouvernement fédéral se préparait à consulter la population sur la première Stratégie nationale sur la sécurité de l'eau du Canada.

L'étude avait quatre objectifs :

1. Mesurer la valeur que les Canadiens accordent à l'eau douce et le degré de priorité qu'ils souhaitent que le gouvernement lui accorde.
2. Comprendre ce que les Canadiens savent au sujet de l'eau douce, y compris leur propre approvisionnement en eau, et comment ils perçoivent l'éducation relative à l'eau.
3. Cerner ce que les Canadiens attendent d'une Stratégie nationale sur la sécurité de l'eau, y compris les priorités, les outils et les investissements qu'ils appuient.
4. Suivre l'évolution depuis 2021 et 2025 lorsque les questions peuvent être comparées.

Le rapport présente les résultats dans l'ordre où les questions ont été posées. Il couvre 38 questions de fond réparties en cinq sections, puis examine ce que les résultats signifient pour la Stratégie.



À propos d'AquaAction

Chez AquaAction, nous formons des leaders engagés à protéger et restaurer notre ressource la plus vitale : l'eau. Nous permettons à chacun, des jeunes innovateurs aux acteurs de changement, d'agir pour protéger et restaurer l'eau douce grâce à l'innovation, la sensibilisation et la conservation. En soutenant l'entrepreneuriat, en renforçant l'éducation et la sensibilisation, et en travaillant à faire avancer les politiques publiques, nous aidons les communautés à renforcer leur résilience et à garantir un accès à une eau saine pour les générations futures. Notre mission est simple, mais d'une portée profonde : inspirer et préparer une génération de leaders déterminés à protéger nos ressources en eau, au service de la santé et de l'avenir de notre planète.

Nos partenaires

Merci aux organisations suivantes d'avoir contribué au financement de cette recherche : la Fondation de Gaspé Beaubien, l'IIDD Région des lacs expérimentaux, le Forum for Leadership on Water (FLOW), le Centre de ressources environnementales autochtones (CREA) et Oceans North. Ces organisations ont contribué des questions au sondage, apportant le point de vue propre à chacune afin de mieux comprendre les connaissances et les opinions des Canadiens sur des sujets liés à l'eau.

À propos de la chercheuse

Cette étude a été conçue, menée et analysée par Paige Evans, consultante en recherche, qui compte plus de cinq ans d'expérience dans la réalisation de sondages, d'entrevues et de groupes de discussion pour des entreprises de partout au Canada. Il s'agit de sa deuxième étude nationale pour AquaAction, l'organisation commanditaire.



Méthodologie en bref

Le sondage a été mené en ligne, en anglais et en français, du 20 au 31 août 2026. Les répondants étaient des résidents du Canada âgés de 18 ans et plus, recrutés à partir d'un panel de recherche en ligne exploité par Cint Inc. Le questionnaire portait sur l'importance de l'eau douce, le lien personnel et le niveau de préoccupation, les connaissances et l'éducation, ainsi que la gouvernance, les politiques et l'investissement. Le temps médian de réponse était de 12,5 minutes.

L'analyse repose sur 1 239 questionnaires remplis, dont 1 000 par des Canadiens anglophones et 239 par des Canadiens francophones. Des quotas selon la région, l'âge et le genre ont été établis à partir du Recensement de 2021 et ont été atteints de près.

Sauf indication contraire, les résultats correspondent au pourcentage de l'ensemble des personnes répondantes. Les écarts entre les groupes sont mentionnés lorsqu'ils sont statistiquement significatifs ($p < 0,01$). Des écarts plus faibles sont mentionnés lorsqu'ils apportent un contexte utile, et le texte précise lorsqu'un écart n'est pas significatif. La méthodologie détaillée fournit tous les renseignements, y compris le contrôle de la qualité et la composition de l'échantillon.



Profil des répondants

Le sondage a fixé des quotas selon la région, l'âge et le genre en fonction du Recensement de 2021. L'échantillon obtenu correspond étroitement à ces cibles.

La répartition par région se situe à moins d'un point du Recensement, et celle des trois tranches d'âge, à moins de trois points. Les femmes représentent 52 % de l'échantillon, contre 51 % de la population adulte.

Le quart des répondants (25 %) sont nés à l'extérieur du Canada, ce qui correspond au chiffre de 25,5 % du Recensement, qui regroupe les immigrants et les résidents non permanents. Dix-neuf pour cent des répondants ont répondu en français, et environ quatre sur cinq d'entre eux vivent au Québec, tandis qu'environ trois répondants québécois sur dix ont répondu en anglais.

Les répondants ont eux-mêmes décrit leur origine ethnique et culturelle et pouvaient sélectionner plus d'une option. Soixante-dix pour cent ont sélectionné Blanc ou Européen, 27 % ont sélectionné au moins une catégorie racisée, et 3,8 % (47 répondants) se sont identifiés comme membres des Premières Nations, Métis ou Inuits. Le Recensement de 2021 indiquait que 26,5 % de la population appartenait à un groupe racisé et que 5,0 % était autochtone. Les 47 personnes autochtones de l'échantillon permettent uniquement une lecture indicative; aucun résultat n'est présenté séparément pour ce groupe.

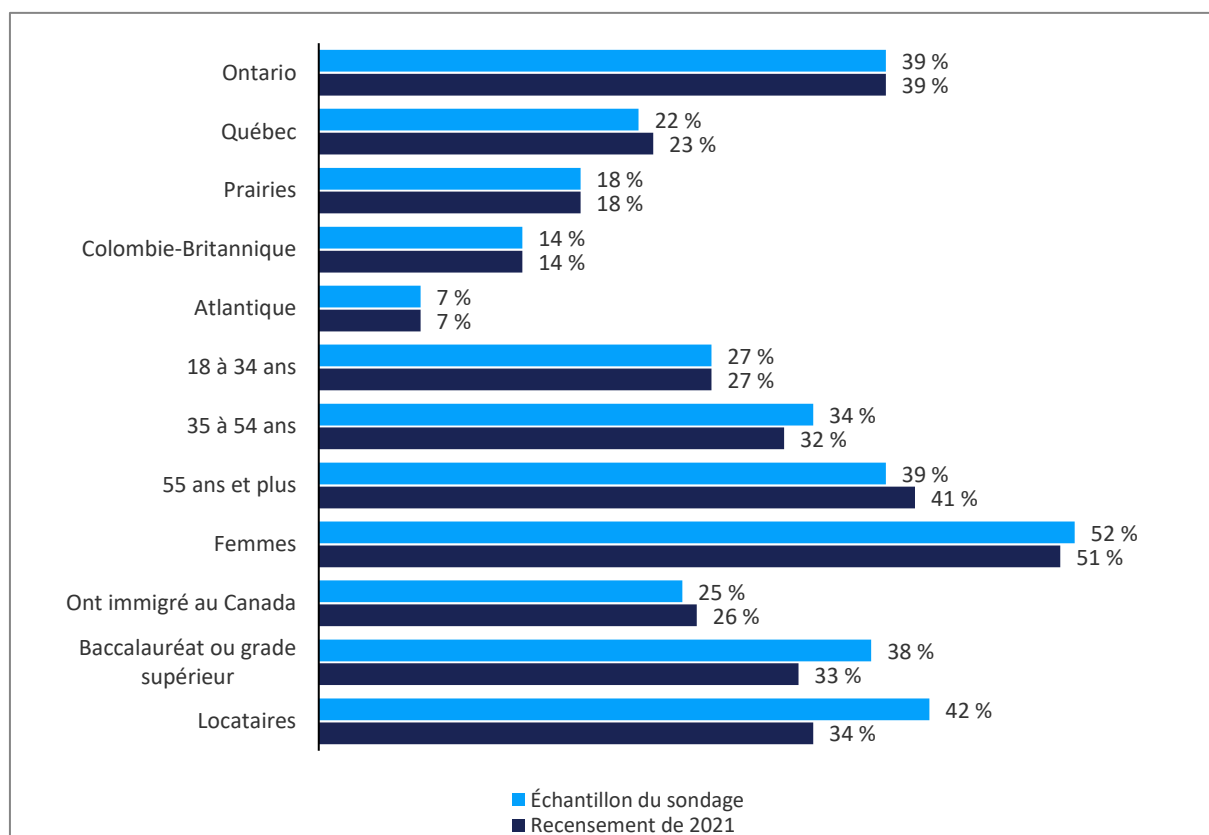
Les répondants ont aussi indiqué où ils vivent : 56 % dans une grande ville, 23 % dans une ville de taille moyenne et 20 % dans une petite ville ou une zone rurale. Il s'agit d'une autoévaluation plutôt que d'une classification géographique; ce résultat n'est donc pas directement comparable aux centres de population du Recensement.

Deux écarts par rapport au Recensement méritent d'être soulignés. L'échantillon compte davantage de titulaires d'un baccalauréat ou d'un grade supérieur (38 %, contre 33 %) et davantage de locataires (42 %, contre 34 %). Ces deux écarts sont courants dans les sondages menés auprès de panels en ligne.



Le sondage a recueilli sept autres variables démographiques, toutes présentées dans la méthodologie détaillée. Le tableau A1 compare la scolarité (Q9) et le mode d'occupation du logement (Q12) aux données du Recensement. Le tableau A2 présente la taille de la communauté (Q3), le revenu du ménage (Q11), le statut de parent ou de tuteur (Q13), la langue du sondage et la situation d'emploi (Q10). Les notes sous le tableau A2 présentent en détail l'origine ethnique et culturelle (Q6), le nombre d'années au Canada des répondants ayant immigré (Q8), ainsi que l'âge et le nombre d'enfants dans le ménage (Q14).

Figure 1. Échantillon du sondage comparé au Recensement de 2021



Base : ensemble des répondants ($n = 1\,239$). Les chiffres du Recensement portent sur les adultes de 18 ans et plus, sauf pour la scolarité, qui porte sur les adultes de 25 à 64 ans, et pour le mode d'occupation du logement, que le Recensement mesure par ménage.



Section 1 : L'importance de l'eau douce

Les Canadiens ont classé sept ressources naturelles, évalué l'importance qu'ils accordent à l'eau douce et déterminé le degré de priorité que devrait avoir la protection des lacs et des rivières.

L'eau douce reste en tête des ressources naturelles, mais son avance diminue

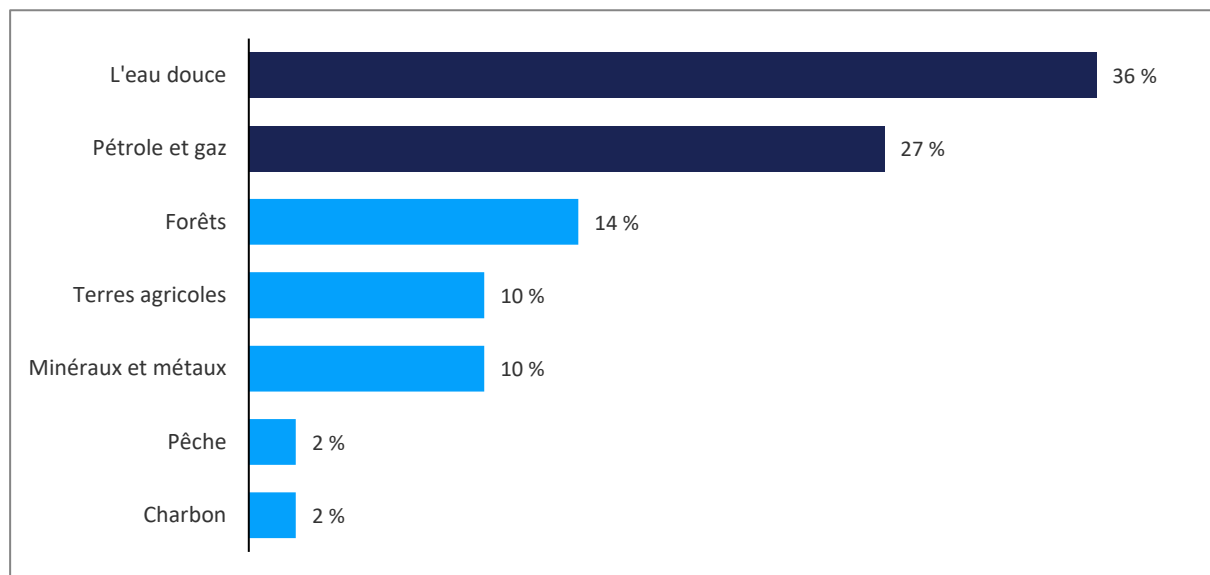
Invités à classer sept ressources naturelles, les Canadiens placent toujours l'eau douce au premier rang. Elle obtient le meilleur classement moyen, et 36 % la classent en première position. Son avance s'est toutefois resserrée. La proportion de répondants classant l'eau douce au premier rang était de 46 % en 2021 et de 53 % en 2025.

La proportion qui classe le pétrole et le gaz au premier rang a presque doublé depuis 2025, passant de 14 % à 27 %. Les deux années utilisaient les mêmes sept ressources et le même format de classement; il est donc peu probable que cette évolution découle de la conception de la question.

L'appui à la protection de l'eau douce demeure élevé dans l'ensemble du sondage. Ce changement reflète plus vraisemblablement le fait que les Canadiens mettent l'eau douce en balance avec les ressources économiques. Les écarts régionaux comptent parmi les plus importants observés dans le sondage. Les personnes répondantes du Québec sont les plus susceptibles de classer l'eau douce au premier rang (45 %) et les moins susceptibles d'y placer le pétrole et le gaz (18 %). Dans les Prairies, 42 % classent le pétrole et le gaz au premier rang et 28 % l'eau douce. Il s'agit de la seule région où l'eau douce n'est pas la ressource la mieux classée.

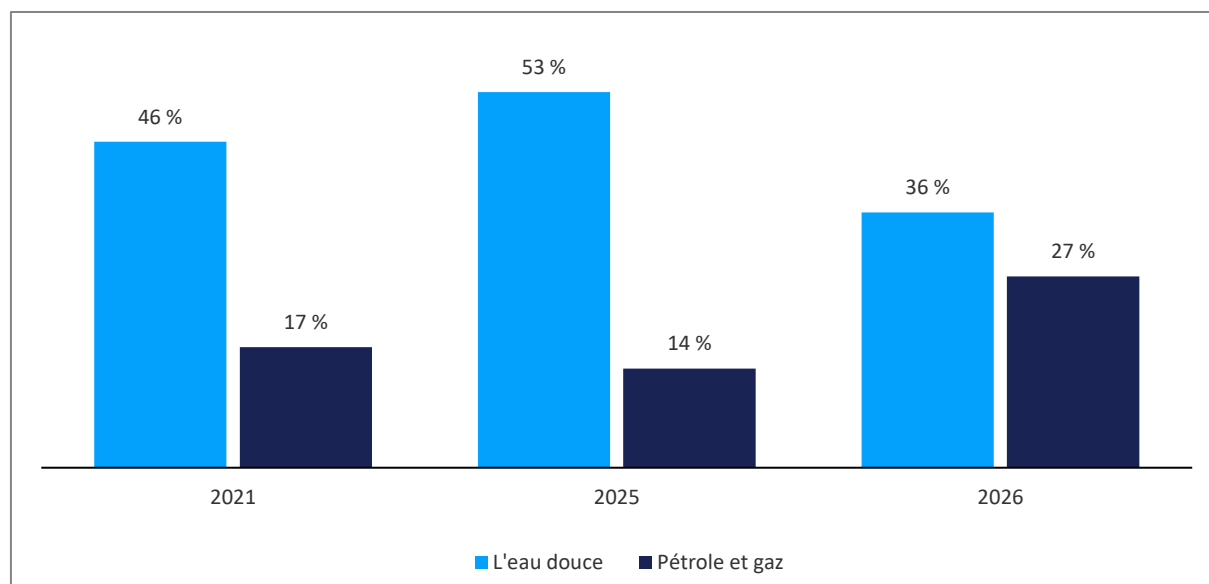


Figure 2. Ressources naturelles les plus importantes du Canada, % au premier rang (Q16)



Base : ensemble des répondants ($n = 1\,239$).

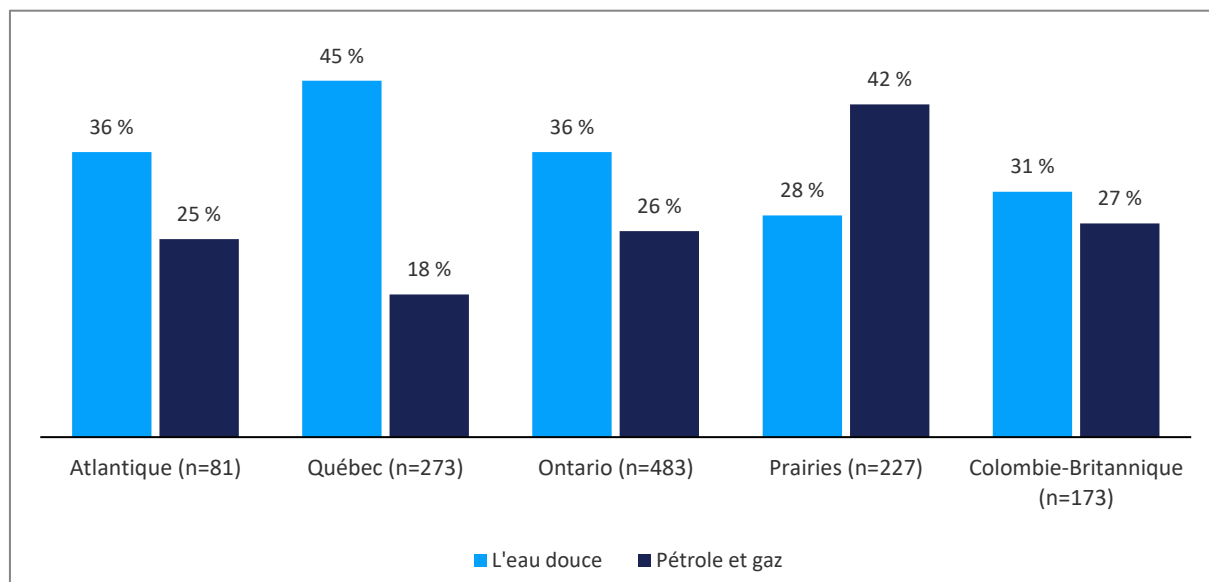
Figure 3. L'eau douce au premier rang des ressources naturelles du Canada, 2021, 2025 et 2026



Base : ECCC 2021 ($n = 2\,001$), 2025 tel que publié, 2026 ($n = 1\,239$).



Figure 4. Premier rang selon la région : l'eau douce par rapport au pétrole et au gaz (Q16)



Base : ensemble des répondants, à l'exclusion des territoires.



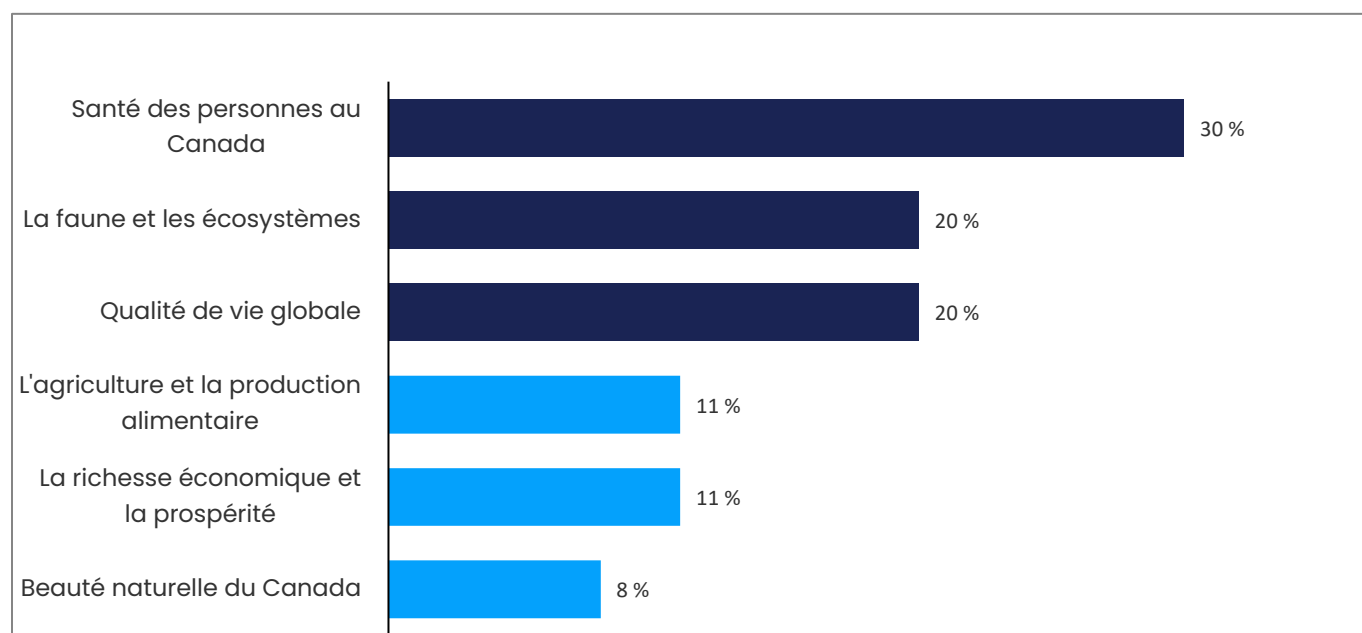
Les Canadiens valorisent l'eau surtout pour la santé, et de plus en plus pour l'économie

Invités à indiquer ce pour quoi l'eau douce est la plus importante, les Canadiens placent la santé des personnes vivant au Canada au premier rang (30 % la classent première). La qualité de vie, la faune et les écosystèmes, ainsi que l'agriculture et la production alimentaire forment un deuxième groupe.

Cet ordre est demeuré le même dans les trois études.

L'économie a progressé dans le classement. La richesse économique et la prospérité, classées au dernier rang en 2021, devançant maintenant la beauté naturelle. La proportion la classant au premier rang est passée de 9 % en 2025 à 11 % en 2026. La beauté naturelle est passée du cinquième rang en 2021 au dernier rang. Chaque changement est faible, mais les deux évoluent dans la même direction depuis cinq ans.

Figure 5. Ce pour quoi l'eau douce du Canada est la plus importante, % au premier rang (Q17)



Base : ensemble des répondants ($n = 1\,239$).

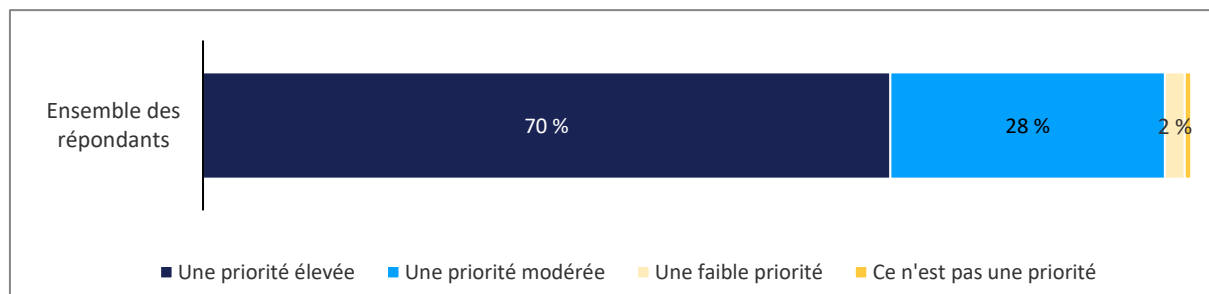


Les lacs et les rivières se classent haut parmi les enjeux environnementaux

Une autre question demandait aux répondants de comparer la protection des lacs et des rivières à d'autres enjeux environnementaux auxquels le Canada fait face. La barre est ainsi plus haute, puisque l'eau douce est en concurrence avec le climat, l'air, le territoire et la faune. Soixante-dix pour cent estiment qu'elle devrait être une priorité élevée pour le gouvernement, 28 %, une priorité modérée et 3 %, une faible priorité ou aucune priorité.

Les Canadiens plus âgés sont les plus susceptibles de répondre « priorité élevée » (79 % des 55 ans et plus, contre 63 % des 18 à 34 ans). Les écarts régionaux sont faibles et non statistiquement significatifs, allant de 66 % en Colombie-Britannique et 67 % au Québec à 75 % au Canada atlantique.

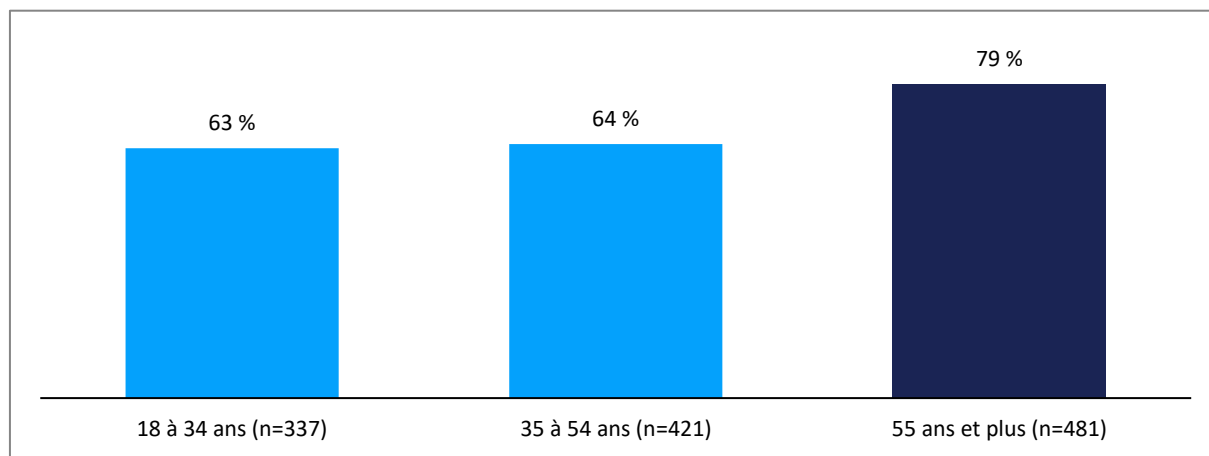
Figure 6. Priorité de la protection des lacs et des rivières d'eau douce par rapport à d'autres enjeux environnementaux (Q18)



Base : ensemble des répondants ($n = 1\,239$).



Figure 7. « Priorité élevée » selon l'âge (Q18)



Base : ensemble des répondants



Section 2 : Intérêt personnel, attachement et préoccupation

Ces questions portent sur le lien personnel avec l'eau, la préoccupation à l'égard de sa qualité, le niveau d'information que les Canadiens estiment posséder et les effets qu'ils anticipent dans leur propre vie.

La plupart des Canadiens ressentent un attachement personnel à l'eau

Deux Canadiens sur trois (66 %) se sentent personnellement attachés à au moins un plan d'eau naturel, comme un lac, une rivière, un ruisseau, un étang ou une portion de côte.

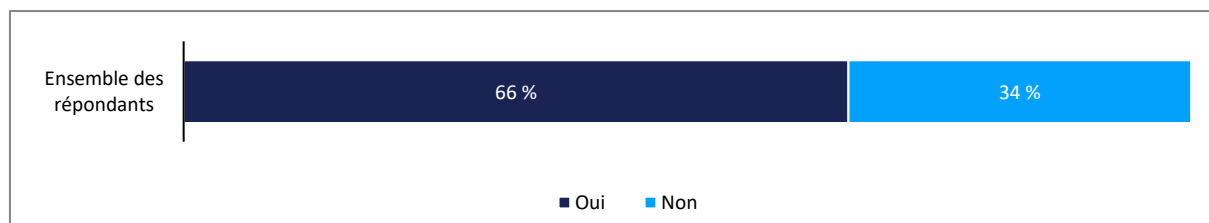
Pour la plupart, ce plan d'eau se trouve près de chez eux : 63 % disent qu'au moins un se situe dans leur propre communauté. Les Prairies font exception. Les personnes répondantes des Prairies sont à peu près aussi susceptibles que les autres Canadiens de se sentir attachées à un plan d'eau (64 %), mais seulement 44 % disent que celui-ci se trouve dans leur propre communauté, comparativement à 72 % dans le Canada atlantique et à 69 % au Québec et en Colombie-Britannique. Leur lien se rattache plus souvent à un plan d'eau situé ailleurs dans leur province (55 %) ou ailleurs au Canada (35 %). Dans la plupart des régions du pays, les plans d'eau locaux constituent un puissant point d'attachement, mais c'est le cas pour moins de la moitié des résidents des Prairies.

Chez ceux qui ont un lien, l'attachement est fort. Quatre-vingt-treize pour cent ressentiraient une perte personnelle si ce plan d'eau venait à être pollué ou dégradé, et 60 % sont tout à fait d'accord avec cette affirmation. Une proportion moindre est tout à fait d'accord pour dire qu'elle se sent responsable de contribuer à sa préservation (38 %). Les Canadiens sont plus susceptibles de dire que la dégradation de ce plan d'eau leur ferait vivre une perte que d'affirmer qu'ils partagent la responsabilité de le protéger.

Le tiers des Canadiens qui ne ressentent aucun lien avec un plan d'eau tend à être le groupe le moins préoccupé, le moins informé et le moins favorable aux mesures proposées dans l'ensemble du sondage.

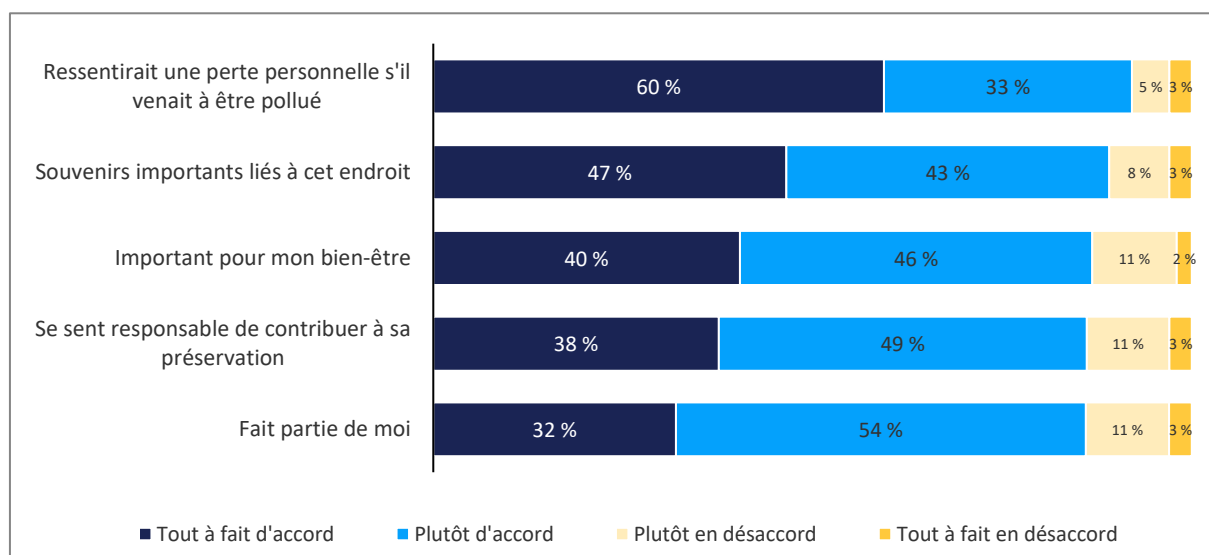


Figure 8. Attachement à un plan d'eau naturel (Q20)



Base : ensemble des répondants ($n = 1\,239$).

Figure 9. Attachement au plan d'eau auquel les répondants se sentent le plus attachés (Q22)



Base : répondants attachés à un plan d'eau ($n = 821$).

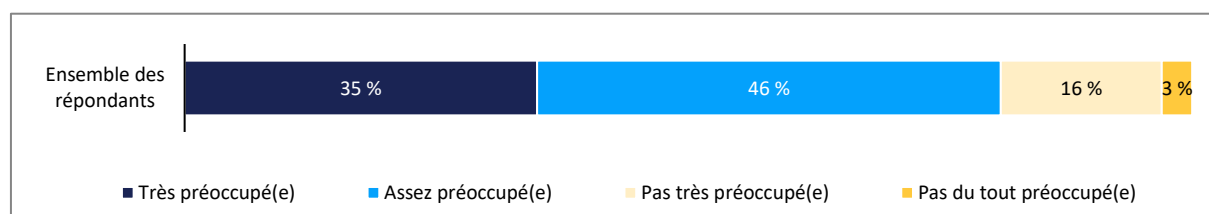


La préoccupation pour la qualité de l'eau est répandue et a légèrement augmenté

Quatre Canadiens sur cinq (81 %) sont préoccupés par la qualité de l'eau douce au Canada, et 35 % sont très préoccupés. En 2021, ECCC a constaté que 30 % étaient très préoccupés et 77 % préoccupés dans l'ensemble, en excluant les réponses « je ne sais pas ». L'étude de 2025 avait obtenu 34 % et 76 % sur la même base. Le questionnaire de 2026 ne proposait pas d'option « ne sait pas »; les totaux des années précédentes ont donc été ajustés pour l'exclure et rendre les trois études comparables. Sur cette base, la proportion de personnes très préoccupées a augmenté de cinq points en cinq ans.

Le niveau de préoccupation varie davantage selon le lien avec l'eau et le niveau de connaissance que selon la région. Les écarts régionaux sont faibles, allant de 30 % de personnes très préoccupées au Québec à 39 % en Colombie-Britannique. Parmi les Canadiens attachés à un plan d'eau situé dans leur communauté, 45 % sont très préoccupés, contre 21 % de ceux qui n'ont aucun attachement. Chez ceux qui se sentent très bien informés, 61 % sont très préoccupés, contre 21 % de ceux qui ne se sentent pas du tout informés.

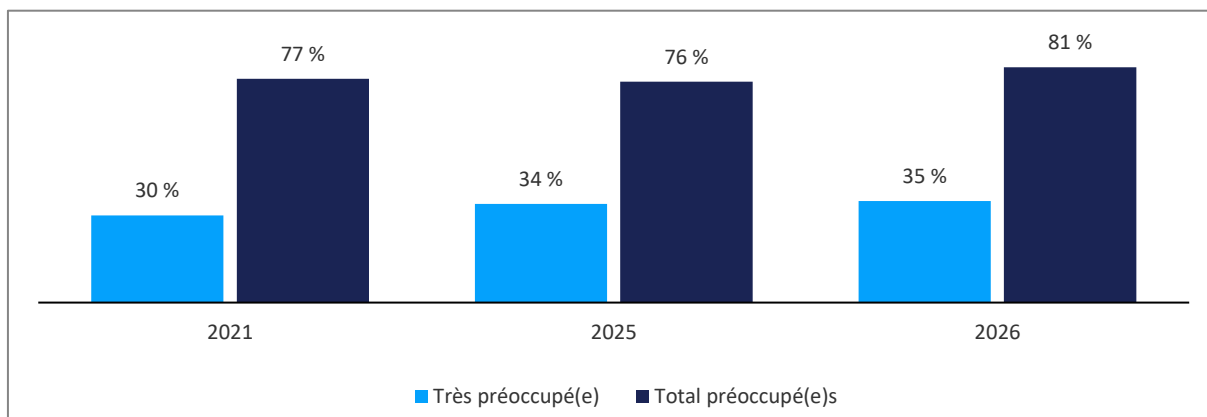
Figure 10. Préoccupation quant à la qualité de l'eau douce au Canada (Q23)



Base : ensemble des répondants ($n = 1\,239$).



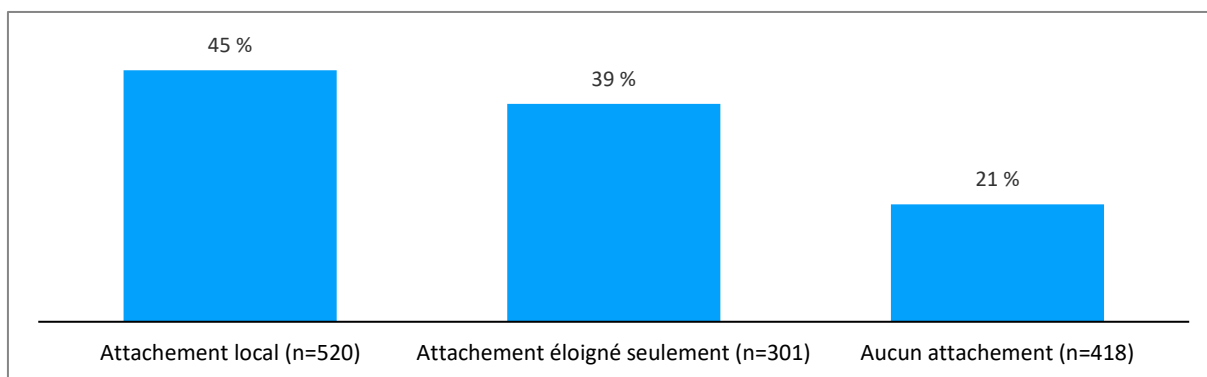
Figure 11. Préoccupation quant à la qualité de l'eau douce, 2021, 2025 et 2026



Base : ECCC 2021 ($n = 2\,001$), 2025 ($n = 1\,160$), 2026 ($n = 1\,239$). Les données de 2021 et 2025 excluent « je ne sais pas »; celles de 2026 n'offraient

pas cette option.

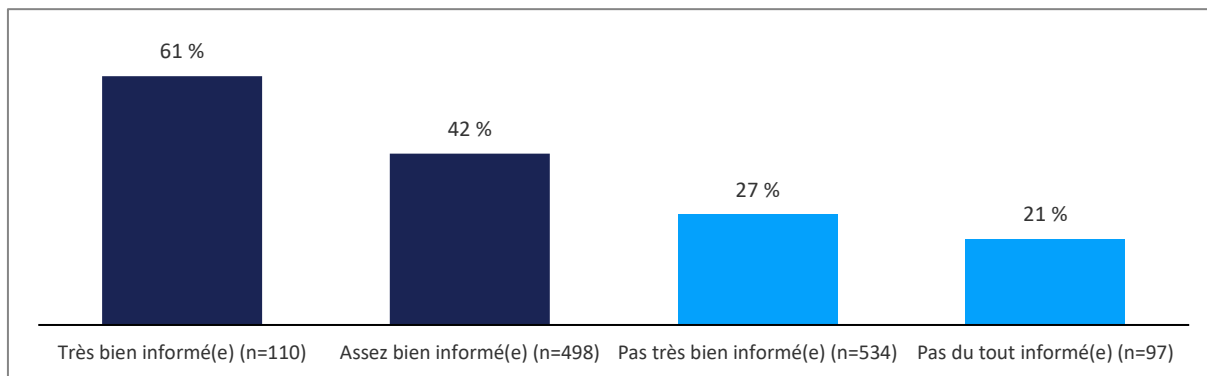
Figure 12. « Très préoccupé(e) » selon l'attachement à l'eau (Q23 selon Q20 et Q21)



Base : ensemble des répondants.



Figure 13. « Très préoccupé(e) » selon le degré d'information ressenti (Q23 selon Q24)



Base : ensemble des répondants.

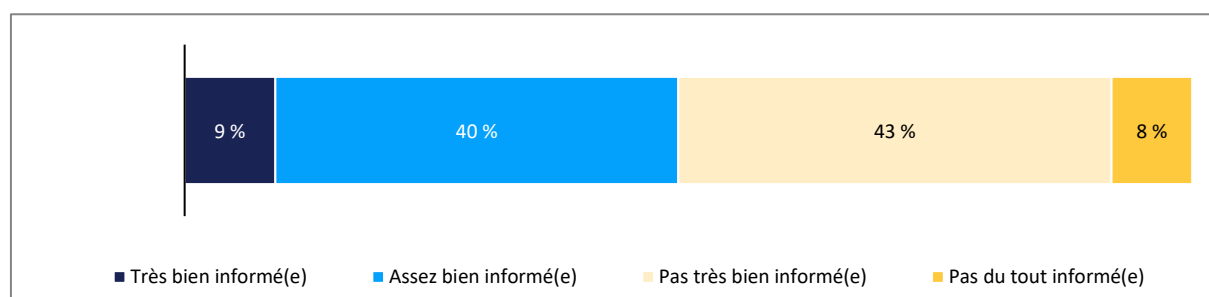


La moitié des Canadiens ne se sentent pas informés sur l'eau douce

La moitié des Canadiens (51 %) se sentent pas très bien ou pas du tout informés sur l'état de l'eau douce au Canada, et 9 % se sentent très bien informés. La proportion qui se sent assez bien informée est restée stable : 39 % en 2021, 37 % en 2025 et 40 % en 2026.

Les hommes se disent mieux informés que les femmes (53 % contre 45 % très bien ou assez bien informés). Les Canadiens de 18 à 34 ans se disent mieux informés que les groupes plus âgés.

Figure 14. Degré d'information des Canadiens sur l'état de l'eau douce au Canada (Q24)



Base : ensemble des répondants ($n = 1\,239$).



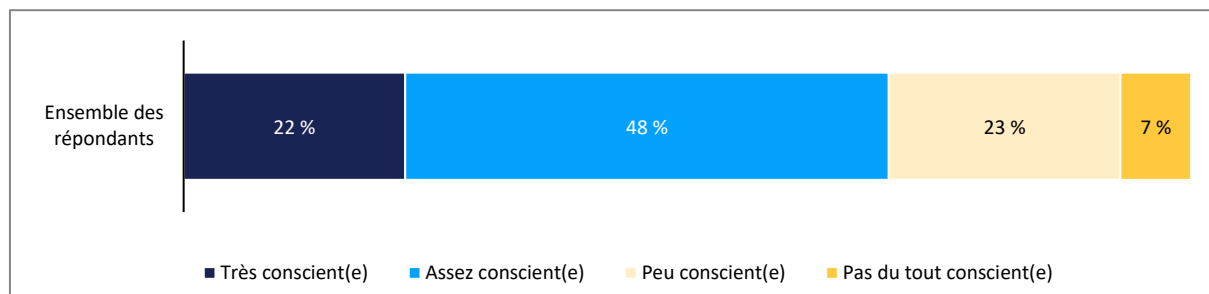
La conscience du lien entre l'eau et la prospérité est limitée

On a expliqué aux répondants que la sécurité de l'eau impliquait de disposer de ressources en eau suffisantes pour l'agriculture, la production alimentaire et l'industrie manufacturière.

On leur a ensuite demandé dans quelle mesure elles connaissaient, avant le sondage, le lien entre l'eau douce et la prospérité. Soixante-dix pour cent déclarent en avoir été au moins assez conscients, 22 % en étaient très conscients et 30 % en étaient peu ou pas du tout conscients. Puisque le lien leur a été présenté avant qu'elles répondent, la connaissance préalable réelle est probablement plus faible.

Cette connaissance se concentre chez les personnes qui connaissent le secteur de l'eau. Soixante-cinq pour cent de celles qui connaissent très bien les carrières du secteur de l'eau étaient très conscientes du lien, comparativement à 9 % de celles qui ne les connaissent pas du tout.

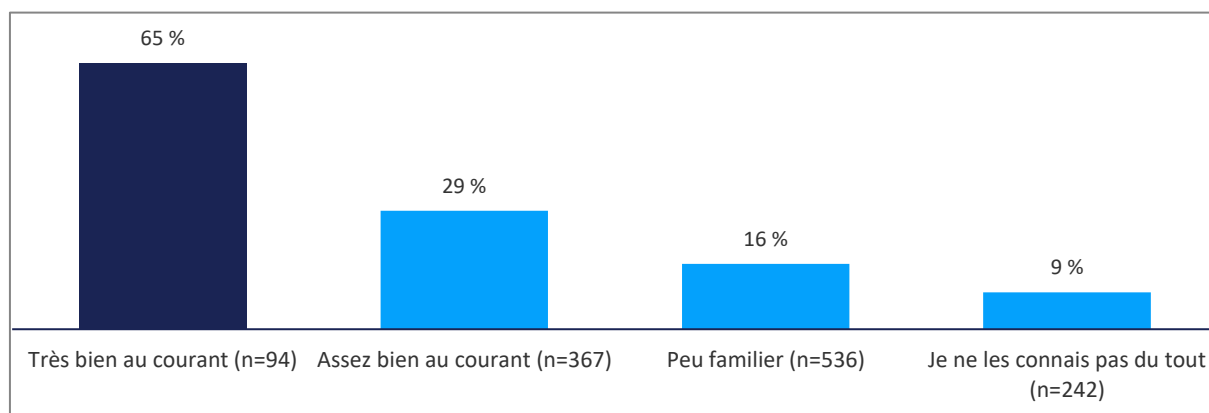
Figure 15. Conscience préalable du lien entre l'eau douce et la prospérité économique (Q26)



Base : ensemble des répondants ($n = 1\,239$).



Figure 16. « Très conscient(e) », selon la connaissance des carrières dans le secteur de l'eau (Q26 selon Q35)



Base : ensemble des répondants.



Le changement climatique et la pollution en tête des préoccupations liées à l'eau

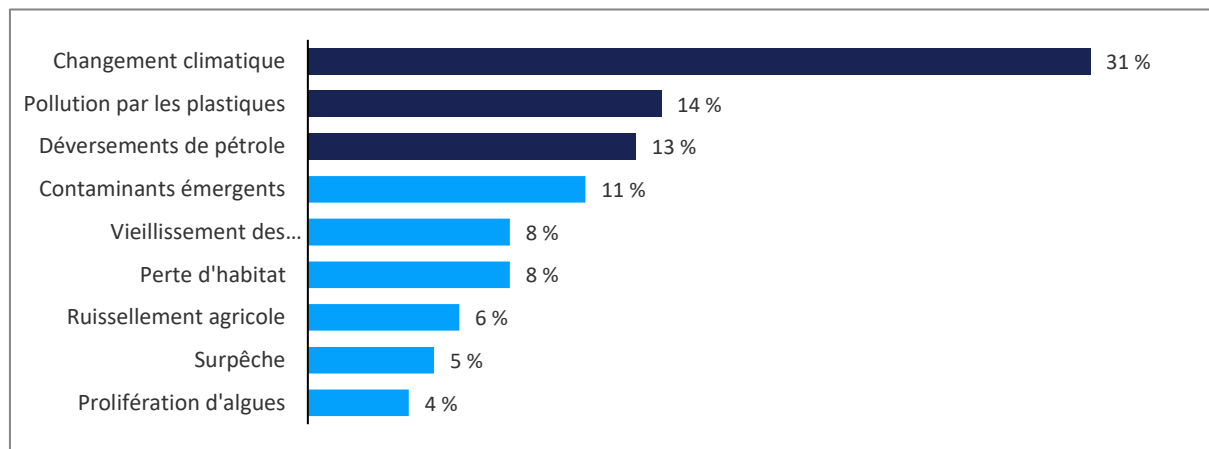
Les répondants ont classé neuf enjeux liés à l'eau, du plus au moins préoccupant. Le changement climatique obtient le plus de votes au premier rang (31 %), devant la pollution par les plastiques (14 %) et les déversements de pétrole (13 %). Les contaminants émergents, le vieillissement des infrastructures hydrauliques et la perte d'habitats suivent. Le vieillissement des infrastructures hydrauliques se classe septième en moyenne, même si les Canadiens appuient fortement l'investissement dans les infrastructures lorsqu'on le leur demande directement (voir la figure 31). La pollution par les plastiques obtient le meilleur classement moyen, et le changement climatique arrive deuxième selon cette mesure. Ces deux résultats diffèrent parce que les moyennes reflètent la constance et que les votes pour la première place reflètent l'intensité.

Le changement climatique divise davantage les Canadiens que tout autre élément de la liste. La moitié (51 %) le placent parmi leurs trois premiers choix, tandis que 29 % le placent parmi les trois derniers. La pollution par les plastiques suscite des réponses moins dispersées, avec 50 % parmi les trois premiers et 18 % parmi les trois derniers.

Les Canadiens semblent s'entendre sur le fait que le plastique pose problème et diverger quant à la place qu'occupe le changement climatique. Comme les personnes répondantes devaient classer chaque élément, les faibles classements d'enjeux comme les proliférations d'algues peuvent refléter un faible niveau de connaissance autant qu'un faible niveau de préoccupation.

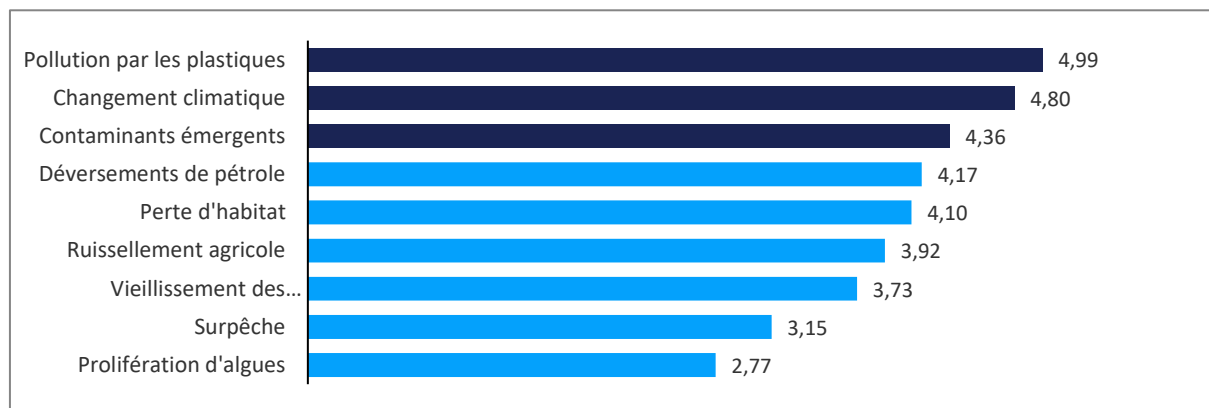


Figure 17. Enjeux liés à l'eau les plus préoccupants, % au premier rang (Q27)



Base : ensemble des répondants (n = 1 239).

Figure 18. Enjeux liés à l'eau les plus préoccupants, score moyen de classement (Q27)



Base : ensemble des répondants (n = 1 239). Score = 9 moins le rang moyen; un score plus élevé

signifie donc un meilleur classement. Pollution par les plastiques dans un cours d'eau canadien. Photo :

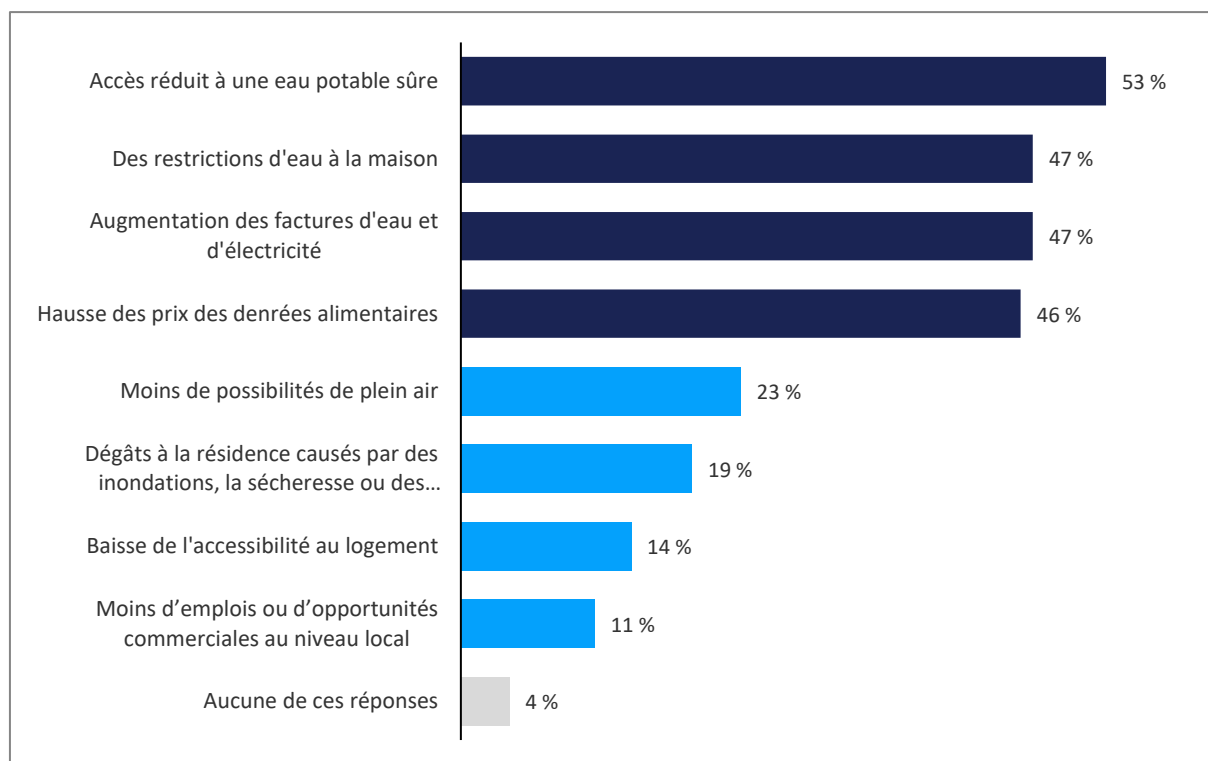
Vladimir Arndt/Shutterstock



Les Canadiens s'attendent à ce que les problèmes d'eau atteignent le robinet et la facture d'épicerie

Invités à indiquer comment les enjeux liés à l'eau pourraient toucher leur ménage, les Canadiens choisissent le plus souvent un accès réduit à une eau potable et sûre (53 %), des restrictions d'eau à la maison (47 %), des factures d'eau plus élevées (47 %) et des prix des aliments plus élevés (46 %). Quatre pour cent ne prévoient aucun effet. La baisse des emplois locaux (11 %) et la baisse de l'accessibilité au logement (14 %) se classent au dernier rang. Les jeunes Canadiens choisissent plus souvent ces deux options : 21 % des 18 à 34 ans choisissent l'accessibilité au logement et 18 %, les emplois locaux, comparativement à 5 % et 6 % respectivement chez les 55 ans et plus.

Figure 19. Façons dont les enjeux liés à l'eau pourraient toucher le ménage, jusqu'à trois choix (Q28)



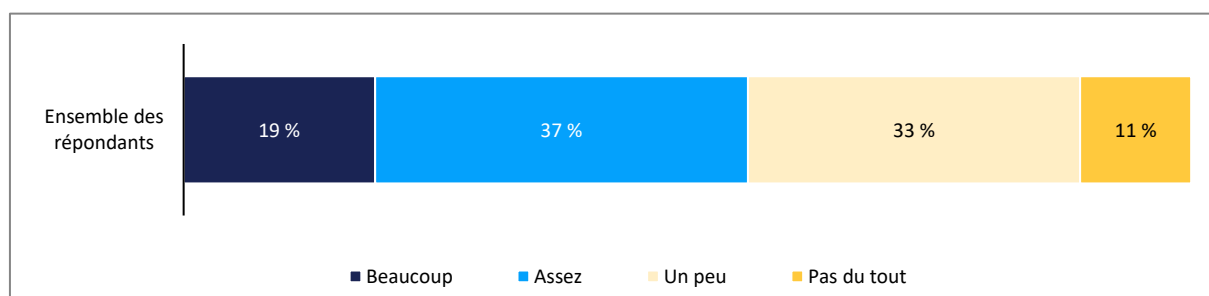
Base : ensemble des répondants (n = 1 239).



La plupart prévoient un certain effet sur la vie quotidienne, mais peu s'attendent à un effet important

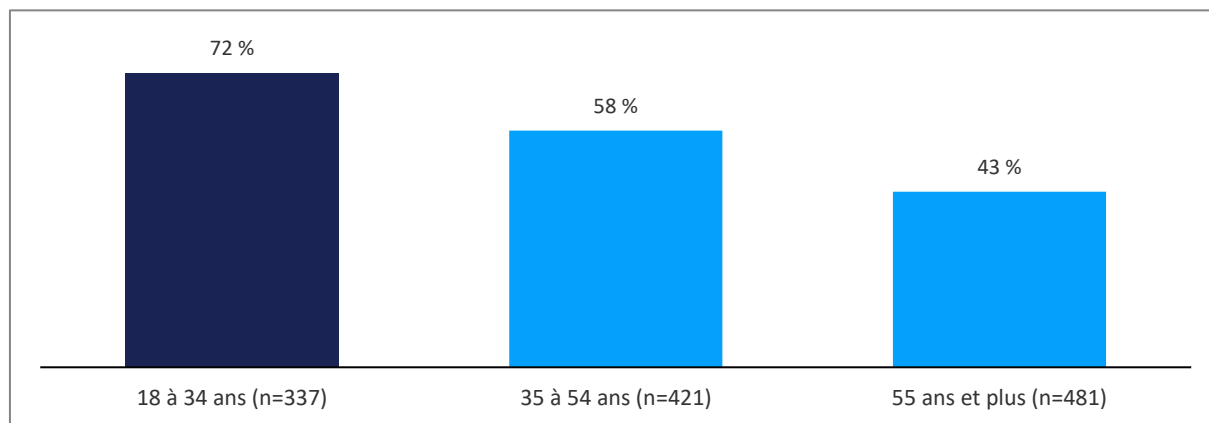
Quatre-vingt-neuf pour cent s'attendent à ce que les enjeux liés à l'eau touchent leur vie quotidienne au cours des cinq prochaines années. Dix-neuf pour cent répondent « beaucoup », et le groupe le plus nombreux répond « assez » (37 %). Les jeunes Canadiens s'attendent à davantage d'effets : 72 % des 18 à 34 ans répondent « beaucoup » ou « assez », contre 43 % des 55 ans et plus. Les Canadiens anticipent des problèmes liés à l'eau, mais la plupart ne s'attendent pas à ce qu'ils soient graves.

Figure 20. Effet prévu des enjeux liés à l'eau sur la vie quotidienne au cours des cinq prochaines années (Q29)



Base : ensemble des répondants (n = 1 239).

Figure 21. « Beaucoup » ou « assez », selon l'âge (Q29)



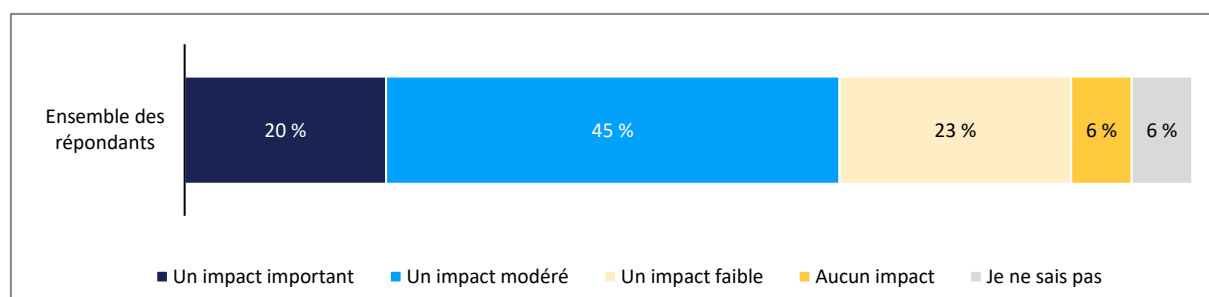
Base : ensemble des répondants.



La plupart s'attendent à ce que les enjeux liés à l'eau influent sur leur coût de la vie

Quatre-vingt-huit pour cent s'attendent à ce que les enjeux liés à l'eau influent sur leur coût de la vie au cours des cinq prochaines années, et 20 % prévoient un impact important. La réponse la plus fréquente est un impact modéré (45 %). Les jeunes Canadiens prévoient des effets plus importants : 25 % des 18 à 34 ans prévoient un impact important, contre 14 % des 55 ans et plus.

Figure 22. Effet prévu des enjeux liés à l'eau sur le coût de la vie au cours des cinq prochaines années (Q30)



Base : ensemble des répondants ($n = 1\,239$).



Section 3 : Connaissances, éducation et carrières

Ces questions portent sur ce que les Canadiens savent de leur propre approvisionnement en eau, leur perception de l'éducation relative à l'eau à l'école et leur connaissance des carrières dans le secteur de l'eau.

Quatre Canadiens sur dix savent d'où vient l'eau de leur robinet

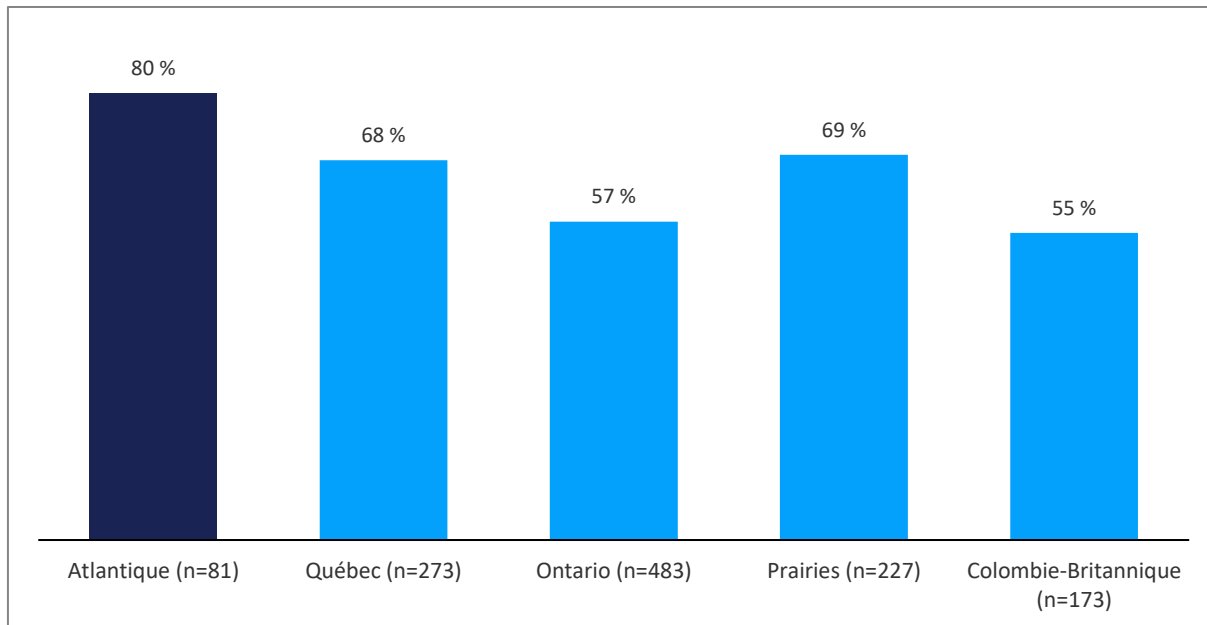
Soixante-trois pour cent des Canadiens connaissent la source d'origine de l'eau de leur ménage, comme un lac, une rivière ou un puits. Il s'agit d'une déclaration factuelle, ce qui en fait l'une des mesures de connaissances les plus utiles du sondage.

Les connaissances sont les plus faibles là où l'eau est la moins visible : dans les villes, dans les logements loués et chez les jeunes adultes. Cinquante-cinq pour cent connaissent leur source en Colombie-Britannique et 57 % en Ontario, contre 80 % au Canada atlantique. Cinquante-cinq pour cent des locataires connaissent leur source, contre 71 % des propriétaires. La proportion diminue avec l'âge, passant de 76 % des 65 ans et plus à 41 % des 18 à 24 ans. Les Canadiens vivant dans de petites villes et en milieu rural, dont beaucoup dépendent de puits ou de petits réseaux locaux, sont les plus susceptibles de connaître leur source (78 %).

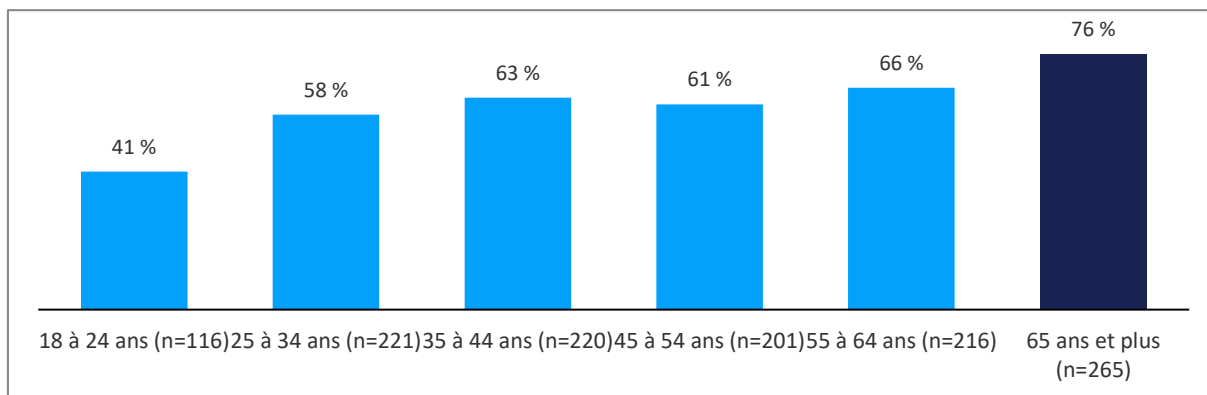


Figure 23. Connaissance de la source d'origine de l'eau du ménage (Q32), selon la région, l'âge, le mode d'occupation du logement et la taille de la collectivité

Connaissent la source de leur eau, selon la région (Q32)

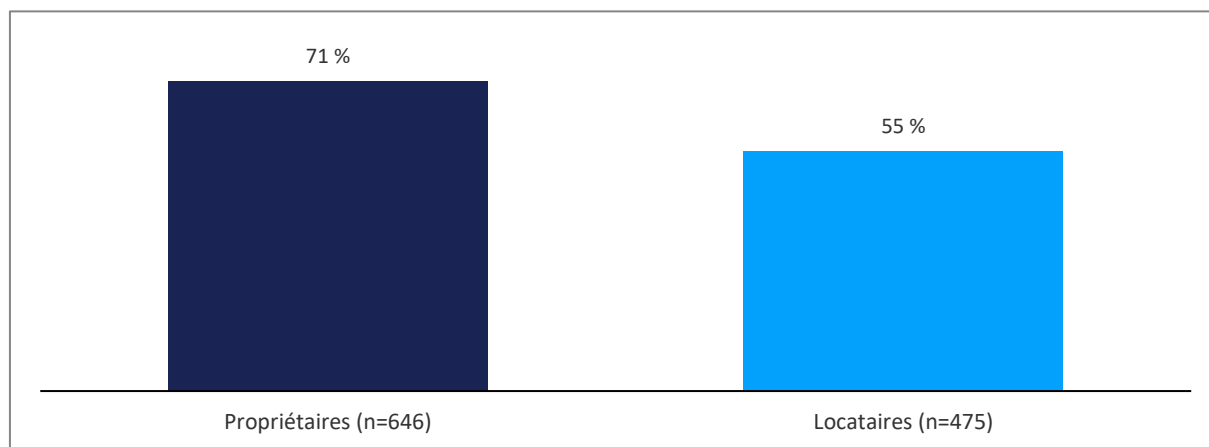


Connaissent la source de leur eau, selon l'âge (Q32)

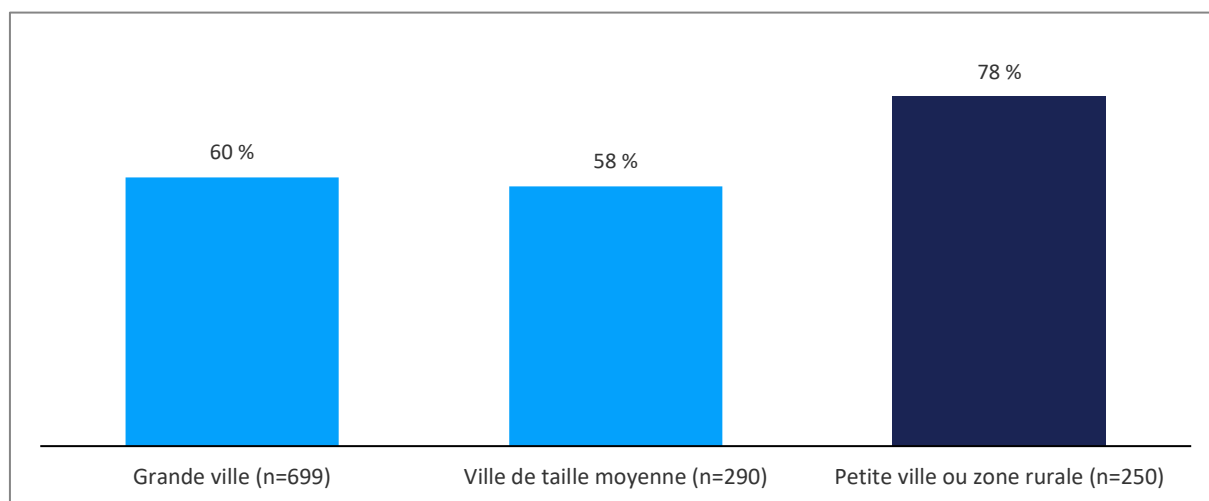




Connaissent la source de leur eau, selon le mode d'occupation du logement (Q32)



Connaissent la source de leur eau, selon la taille de la collectivité (Q32)



Base : ensemble des répondants (n = 1 239). Le graphique régional exclut les territoires. Le graphique sur le logement porte sur les propriétaires et les locataires (n = 1 121).

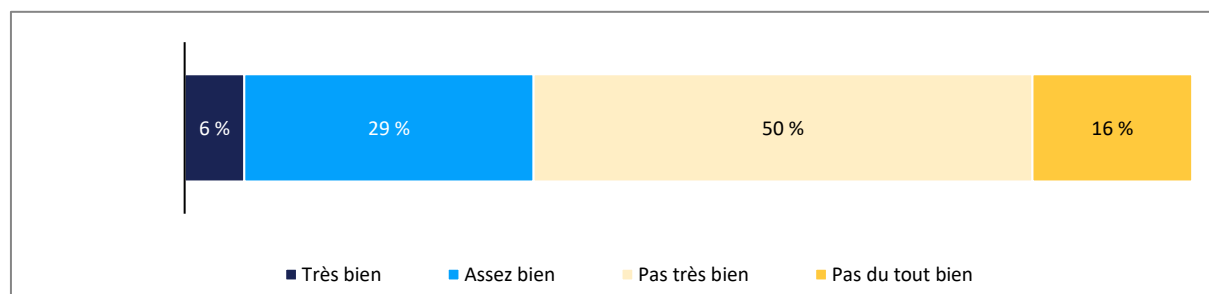


Deux sur trois estiment que les écoles ne préparent pas bien les jeunes

Deux Canadiens sur trois (66 %) estiment que les écoles ne préparent pas bien les jeunes à comprendre les enjeux liés à l'eau et leur rôle dans la protection de l'eau douce. Six pour cent disent que les écoles le font très bien. Cette opinion se maintient dans toutes les régions, de 63 % au Québec à 69 % en Colombie-Britannique. Les Canadiens plus âgés sont les plus critiques (78 % des 55 ans et plus, contre 50 % des 18 à 34 ans). La plupart des répondants n'ont pas vu les programmes scolaires actuels; cette mesure reflète donc leur perception de ce qui est enseigné.

Quatre-vingt-six pour cent disent que la littératie de l'eau chez les jeunes Canadiens devrait constituer une priorité fédérale élevée, et 33 % une priorité très élevée. L'appui est semblable chez les personnes ayant ou non des enfants de moins de 18 ans à la maison (35 % et 32 % priorité très élevée, un écart non statistiquement significatif). Les Canadiens semblent considérer la littératie de l'eau comme un bien public pour l'ensemble de la population.

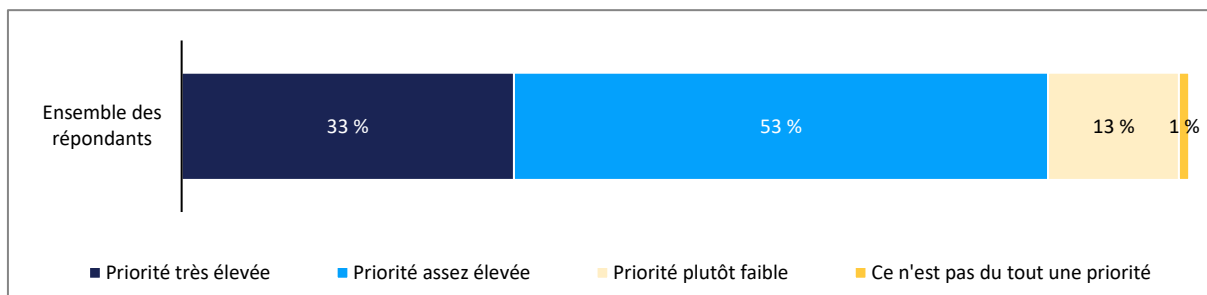
Figure 24. Dans quelle mesure les écoles canadiennes préparent les jeunes à comprendre les enjeux liés à l'eau (Q33)



Base : ensemble des répondants ($n = 1\,239$).



Figure 25. Priorité des connaissances et de l'éducation en matière d'eau pour les jeunes Canadiens (Q34)



Base : ensemble des répondants ($n = 1\,239$).



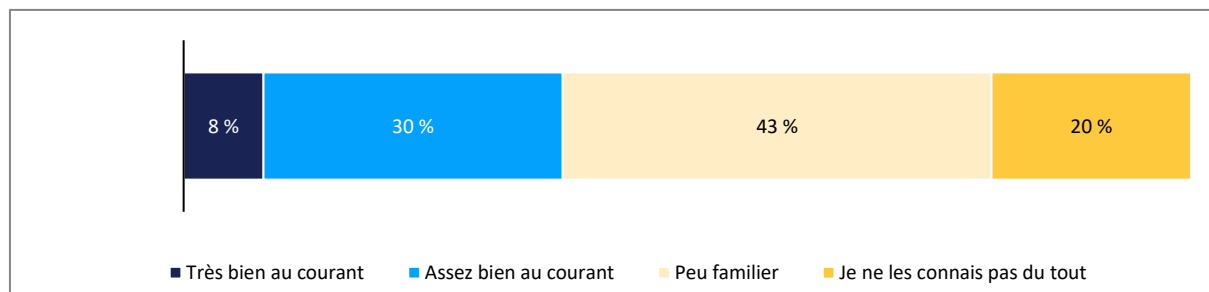
Les carrières dans le secteur de l'eau sont méconnues, mais attrayantes

Près de deux Canadiens sur trois (63 %) ne connaissent pas les carrières dans le secteur de l'eau au Canada, et 8 % les connaissent très bien. Les jeunes Canadiens déclarent une meilleure connaissance, ce qui est inhabituel pour une mesure de connaissances dans ce sondage : 54 % des 18 à 34 ans sont très bien ou assez bien au courant, contre 27 % des 55 ans et plus.

Après une description du secteur, du traitement de l'eau à la surveillance, à l'ingénierie, à la recherche et aux politiques, trois sur quatre (75 %) trouvent le travail dans ce secteur au moins assez intéressant, et 23 % le trouvent très intéressant. La connaissance et l'attrait vont de pair. Soixante-quatre pour cent des personnes qui connaissent très bien les carrières dans le secteur de l'eau trouvent le secteur très attrayant, comparativement à 13 % de celles qui ne les connaissent pas du tout. Comme la description était présentée immédiatement avant la question, ce résultat mesure l'attrait après information; sans cette description, l'attrait est probablement plus faible.

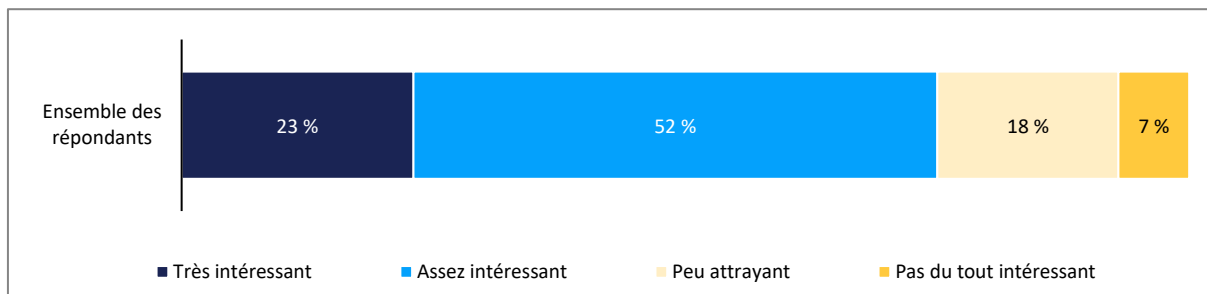
Figure 26. Connaissance des carrières dans le secteur de l'eau (Q35) et attrait du travail dans le secteur (Q36)

Connaissance des carrières dans le secteur de l'eau (Q35)



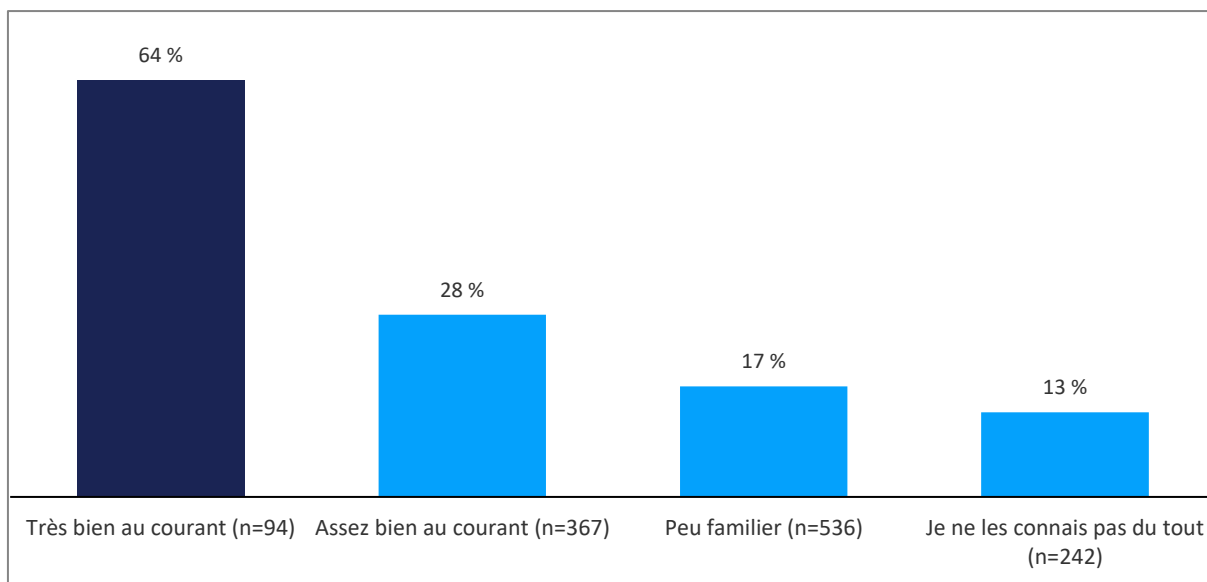


Attrait du travail dans le secteur de l'eau (Q36)



Base : ensemble des répondants (n = 1 239).

Figure 27. « Très intéressant », selon la connaissance des carrières dans le secteur de l'eau (Q36 selon Q35)



Base : ensemble des répondants.



Section 4 : Gouvernance, politiques et investissements

Ces questions portent sur l'opinion à l'égard de la protection actuelle, les rôles des différents gouvernements, les priorités du gouvernement fédéral et de la Stratégie, ainsi que l'appui à des outils et à des investissements précis.

Les Canadiens portent un jugement modérément positif sur la protection actuelle

Trois Canadiens sur quatre (76 %) jugent la protection de l'eau douce au Canada assez bonne ou très bonne, et 14 % la jugent très bonne. Le groupe le plus nombreux (63 %) la juge assez bonne. Les répondants du Québec sont les plus critiques : 31 % jugent la protection médiocre, contre 20 % à 25 % dans les autres régions.

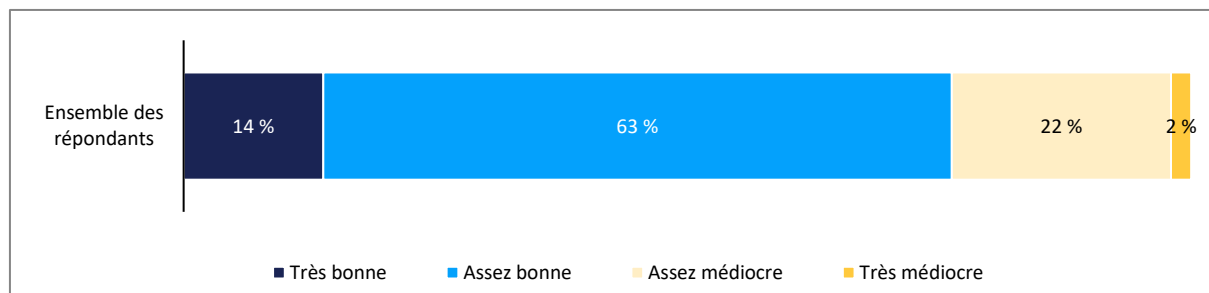
Les comparaisons avec les études précédentes doivent être interprétées avec prudence. Les questions de 2021 et 2025 comportaient une option médiane « passable », choisie par environ le tiers des répondants, que la question de 2026 a retirée pour obliger à prendre position. Ce changement explique probablement la majeure partie de la hausse des évaluations positives, de 55 % en 2021 à 66 % en 2025 et 76 % en 2026. La note la plus élevée a peu changé : 9 % en 2021, 17 % en 2025 et 14 % en 2026.

L'évaluation de la protection suit le niveau de connaissances des Canadiens sur l'eau. Chez ceux qui se sentent très bien informés sur l'eau douce, 41 % jugent la protection très bonne, contre 7 % de ceux qui ne se sentent pas très bien informés. La tendance se répète avec la connaissance du secteur : 49 % des Canadiens qui connaissent très bien les carrières du secteur de l'eau jugent la protection très bonne, contre 8 % de ceux qui les connaissent peu ou pas du tout. Les indicateurs de connaissance évoluent de concert dans ce sondage; ce sont donc les mêmes Canadiens qui tendent à connaître la source de leur eau, à reconnaître l'économie de l'eau et à suivre le secteur. Une mise en garde s'impose : les répondants qui se sentent informés choisissent plus souvent l'option la plus forte à chaque question du sondage; une partie de cet écart peut donc refléter l'assurance avec laquelle les gens répondent



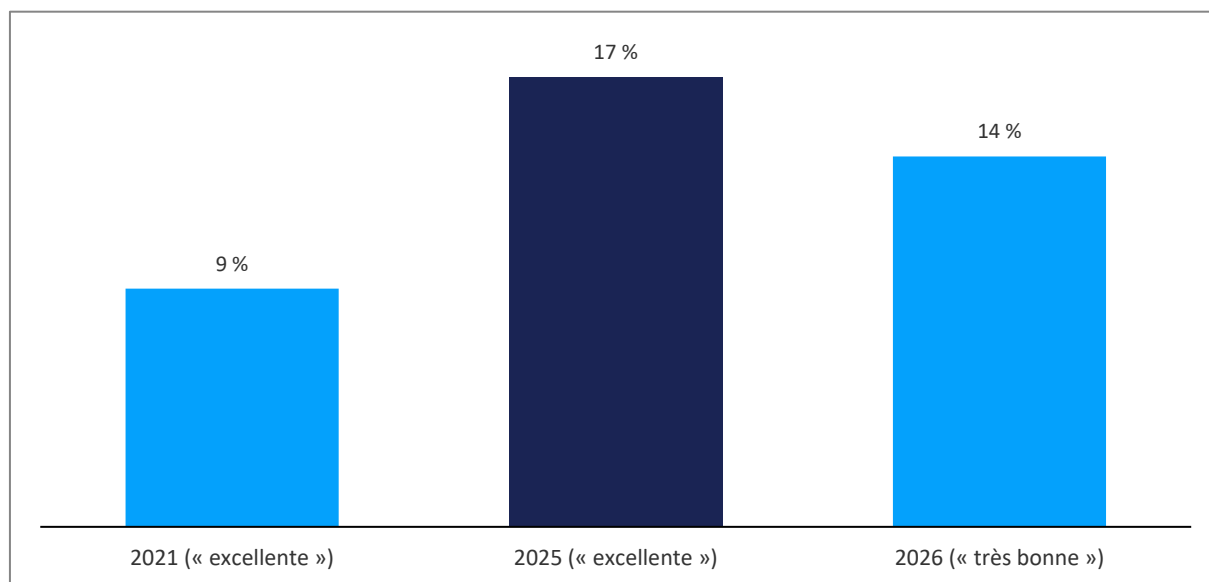
plutôt que leur opinion sur la protection. La plupart des Canadiens jugent la protection actuelle adéquate; leur appui à de nouvelles mesures semble donc reposer sur la valeur qu'ils accordent à l'eau plutôt que sur un sentiment de crise.

Figure 28. Évaluation de la protection de l'eau douce au Canada (Q38)



Base : ensemble des répondants ($n = 1\,239$).

Figure 29. Note la plus élevée pour la protection de l'eau douce, 2021, 2025 et 2026



Base : les échelles diffèrent; celles de 2021 et 2025 comportaient un point médian « passable ».

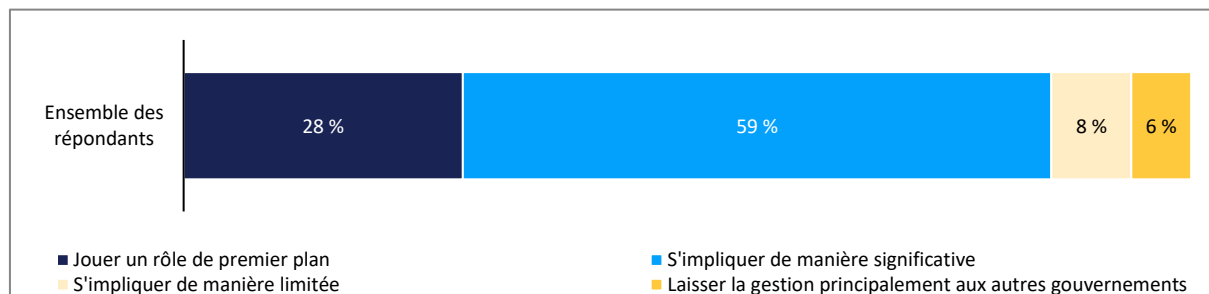


Les Canadiens veulent une coordination fédérale

On a rappelé aux répondants que l'eau douce relève principalement des provinces et des territoires. On leur a ensuite demandé quelle part de responsabilité le gouvernement fédéral devrait assumer dans la coordination d'une approche nationale. Quatre-vingt-six pour cent souhaitent une participation fédérale substantielle : 59 % estiment qu'il devrait s'impliquer de manière significative aux côtés des autres gouvernements, et 28 %, qu'il devrait jouer un rôle de premier plan. Quatorze pour cent souhaitent un rôle fédéral limité ou aucun rôle.

Le Québec se situe au même niveau que le reste du Canada : 86 % souhaitent que le gouvernement fédéral joue un rôle de premier plan ou s'implique de manière significative. L'appui à un rôle de premier plan varie de 22 % dans les Prairies à 33 % en Ontario.

Figure 30. Rôle fédéral dans la coordination d'une approche nationale en matière d'eau douce (Q39)



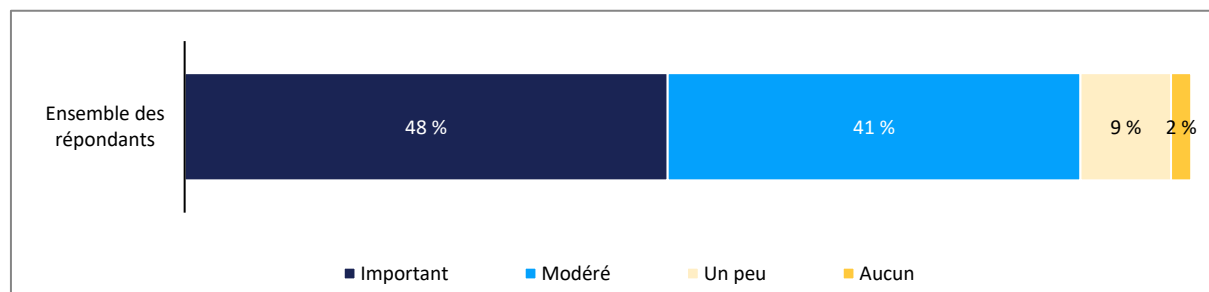
Base : ensemble des répondants ($n = 1\,239$).



Neuf sur dix appuient un investissement majeur pour mobiliser un soutien externe en faveur de l'eau douce

On a indiqué aux répondants que les municipalités gèrent une grande partie des infrastructures hydrauliques du Canada, comme les conduites, les usines de traitement et les réseaux d'égouts, souvent avec des budgets, du personnel et des capacités techniques limités. Quatre-vingt-neuf pour cent estiment que les autres gouvernements devraient fournir un soutien modéré ou important, et 48 %, un soutien important. Deux pour cent estiment que cette responsabilité devrait demeurer entièrement municipale. Les résultats sont semblables d'une région à l'autre. Chez les Canadiens qui souhaitent un rôle fédéral limité ou aucun rôle, 67 % appuient tout de même un soutien modéré ou important aux municipalités. Beaucoup de Canadiens semblent considérer le financement des infrastructures comme une question distincte de celle des compétences gouvernementales.

Figure 31. Soutien que les autres gouvernements devraient fournir aux municipalités pour les infrastructures hydrauliques (Q40)



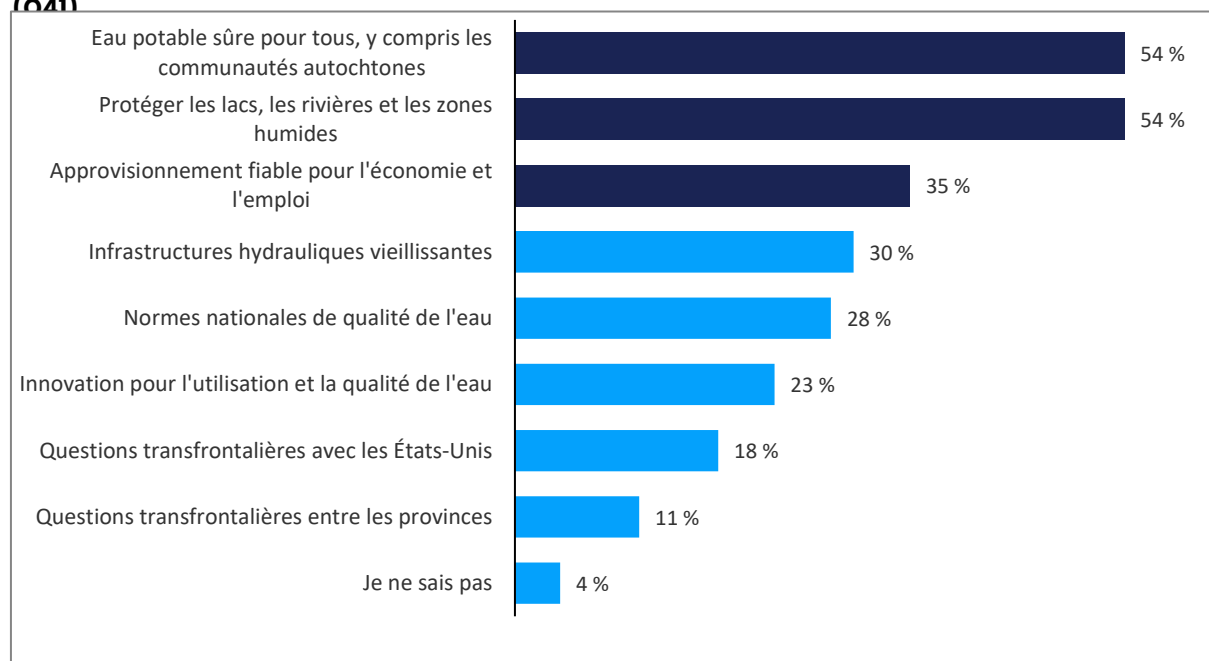
Base : ensemble des répondants (n = 1 239).



L'eau potable et les écosystèmes en tête des priorités fédérales

Les répondants ont choisi jusqu'à trois priorités fédérales en matière d'eau douce. Deux options arrivent en tête : garantir l'accès à une eau potable sûre pour tous les Canadiens, y compris les communautés autochtones (54 %), et protéger les lacs, les rivières et les zones humides contre la pollution et les projets de développement (54 %). Un approvisionnement en eau fiable pour soutenir l'économie et l'emploi arrive au troisième rang (35 %), suivi du vieillissement des infrastructures (30 %) et des normes nationales de qualité de l'eau (28 %). L'innovation (23 %), les questions transfrontalières avec les États-Unis (18 %) et celles entre les provinces et les territoires (11 %) obtiennent les résultats les plus faibles.

Figure 32. Plus grandes priorités du gouvernement fédéral en matière d'eau douce, jusqu'à trois choix (n=1 239)



Base : ensemble des répondants (n = 1 239).

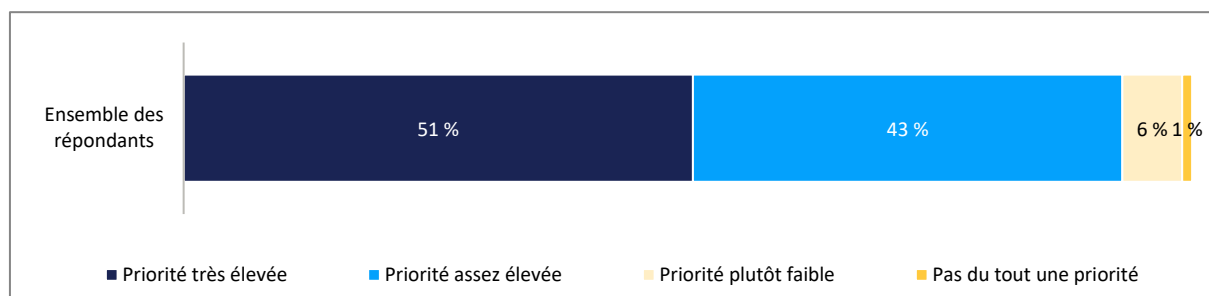


Neuf Canadiens sur dix disent que la sécurité de l'eau devrait être une priorité élevée

On a indiqué aux répondants que la sécurité de l'eau consiste à s'assurer que le Canada dispose de suffisamment d'eau douce propre et fiable pour sa population, son environnement et son économie, aujourd'hui et à l'avenir. Quatre-vingt-treize pour cent estiment qu'elle devrait être une priorité élevée pour le Canada, et 51 %, une priorité très élevée. Sept pour cent répondent une priorité faible ou aucune priorité.

L'appui à une priorité très élevée est le plus fort au Canada atlantique (65 %) et chez les Canadiens de 55 ans et plus (58 %). Il est plus faible au Québec (45 %), dans les Prairies (46 %) et en Colombie-Britannique (48 %). Dans chaque région, plus de neuf personnes sur dix placent la sécurité de l'eau parmi les priorités élevées.

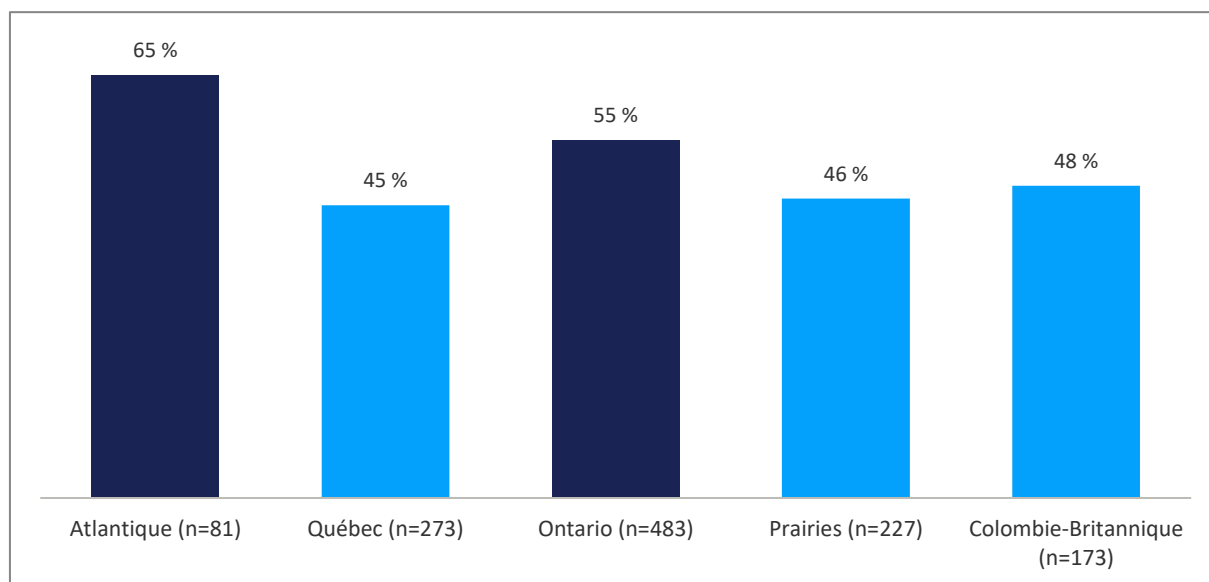
Figure 33. Priorité de la sécurité de l'eau pour le Canada (Q42)



Base : ensemble des répondants (n = 1 239).



Figure 34. « Priorité très élevée » pour la sécurité de l'eau, selon la région (Q42)



Base : ensemble des répondants.

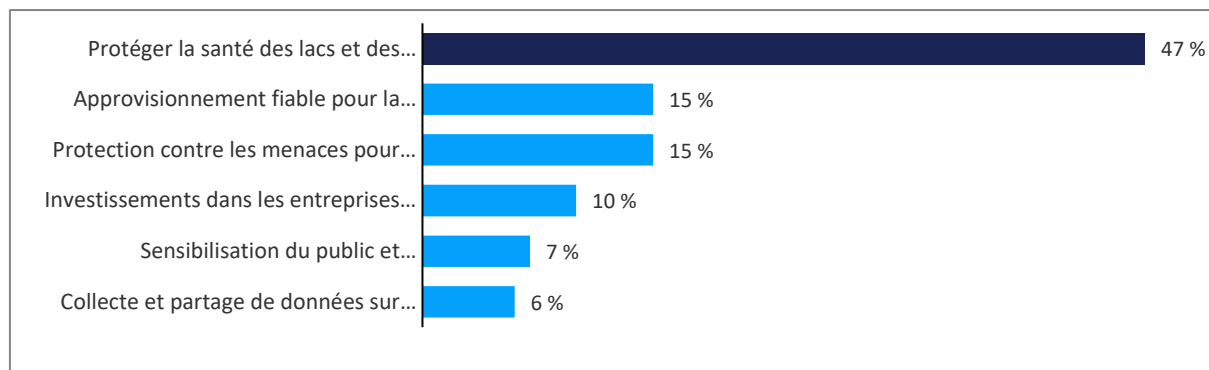


La protection des lacs et des rivières est le premier choix pour la Stratégie

Les répondants ont classé six éléments possibles d'une Stratégie nationale sur la sécurité de l'eau. Quarante-sept pour cent placent la protection de la santé des lacs et des rivières au premier rang, et son classement moyen devance de près d'un point complet l'élément suivant. Un approvisionnement en eau fiable pour la croissance économique se classe deuxième en moyenne, et l'investissement dans les entreprises de technologies de l'eau, troisième. Viennent ensuite la protection contre les menaces à la sécurité, la sensibilisation du public et la littératie de l'eau, puis la collecte de données sur l'eau.

La protection des écosystèmes arrive en tête dans chaque région, avec des écarts variables. Soixante pour cent la classent au premier rang en Colombie-Britannique et 56 % dans les Prairies, contre 33 % au Québec. Les répondants du Québec accordent plus de poids aux menaces pour la sécurité et à la sensibilisation du public, ce qui suggère un ordre de priorités différent.

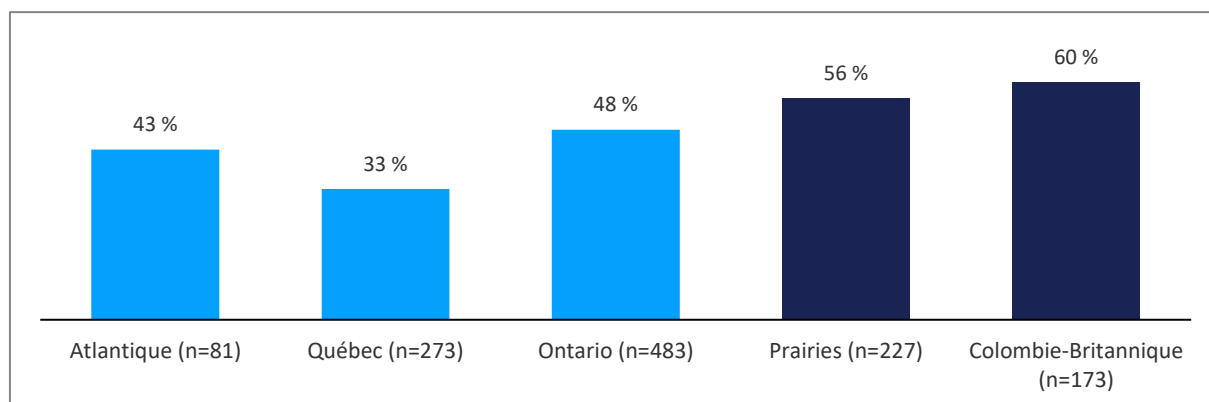
Figure 35. Éléments d'une Stratégie nationale sur la sécurité de l'eau, % au premier rang (Q43)



Base : ensemble des répondants ($n = 1\,239$).



Figure 36. Protection de la santé des lacs et des rivières au premier rang, selon la région (Q43)



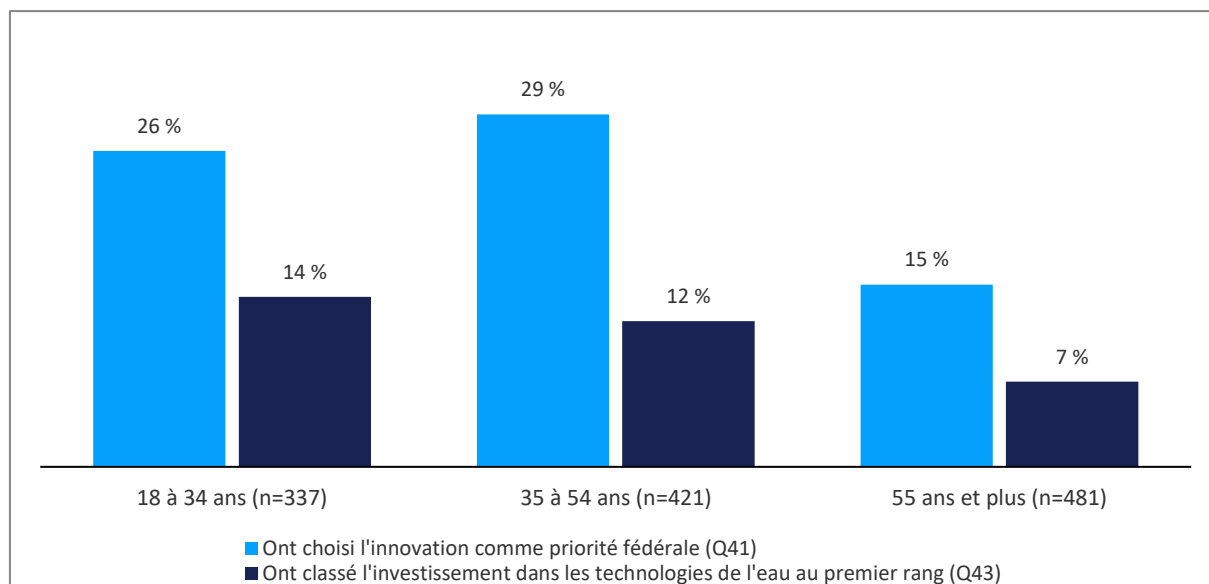
Base : ensemble des répondants, à l'exclusion des territoires.



L'innovation bénéficie d'un appui plus marqué chez les jeunes

L'innovation reçoit un large appui lorsqu'elle est liée à la sécurité de l'eau, comme le montre le résultat sur le Fonds technologique à la figure 46. Elle se classe plus bas lorsqu'elle est en concurrence avec l'eau potable et les écosystèmes. Vingt-trois pour cent choisissent l'innovation comme grande priorité fédérale, et l'investissement dans les technologies de l'eau se classe troisième sur six pour la Stratégie. L'appui se concentre chez les Canadiens en âge de travailler. Vingt-six pour cent des 18 à 34 ans et 29 % des 35 à 54 ans choisissent l'innovation comme priorité fédérale, contre 15 % des 55 ans et plus. Quatorze pour cent du groupe le plus jeune placent l'investissement dans les technologies de l'eau au premier rang pour la Stratégie, soit le double du groupe le plus âgé (7 %).

Figure 37. Appui à l'innovation selon l'âge : innovation choisie comme priorité fédérale (Q41) et investissement dans les technologies de l'eau classé au premier rang pour la



Stratégie (Q43)

Base : ensemble des répondants (n = 1 239).

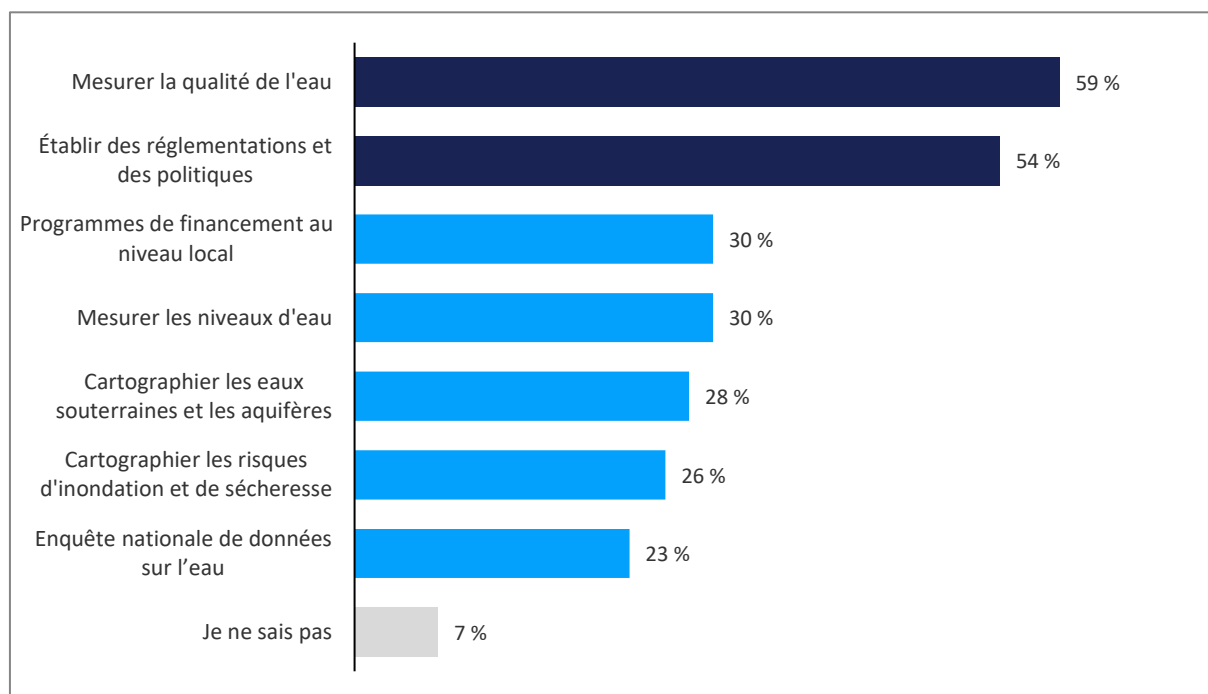


Les Canadiens veulent que l'Agence de l'eau du Canada mesure et réglemente

On a indiqué aux répondants que l'Agence de l'eau du Canada est un organisme fédéral qui contribue à garder l'eau du Canada sûre, propre et bien gérée. Deux fonctions sont en tête : mesurer la qualité de l'eau (59 %) et établir des réglementations et des politiques (54 %). Les programmes de financement communautaire (30 %), la mesure des niveaux d'eau (30 %), la cartographie des eaux souterraines (28 %) et la cartographie des risques d'inondation et de sécheresse (26 %) forment un groupe intermédiaire. La gestion d'une enquête nationale sur les données relatives à l'eau arrive au dernier rang (23 %), même si les données soutiennent les autres fonctions.

L'exposition personnelle influe sur les priorités. Quarante pour cent de ceux qui s'attendent à ce que des inondations, des sécheresses ou des phénomènes météorologiques extrêmes touchent leur résidence choisissent la cartographie des inondations et des sécheresses, contre 23 % des autres.

Figure 38. Fonctions les plus importantes pour l'Agence de l'eau du Canada, jusqu'à trois choix (Q44)



Base : ensemble des répondants (n = 1 239).



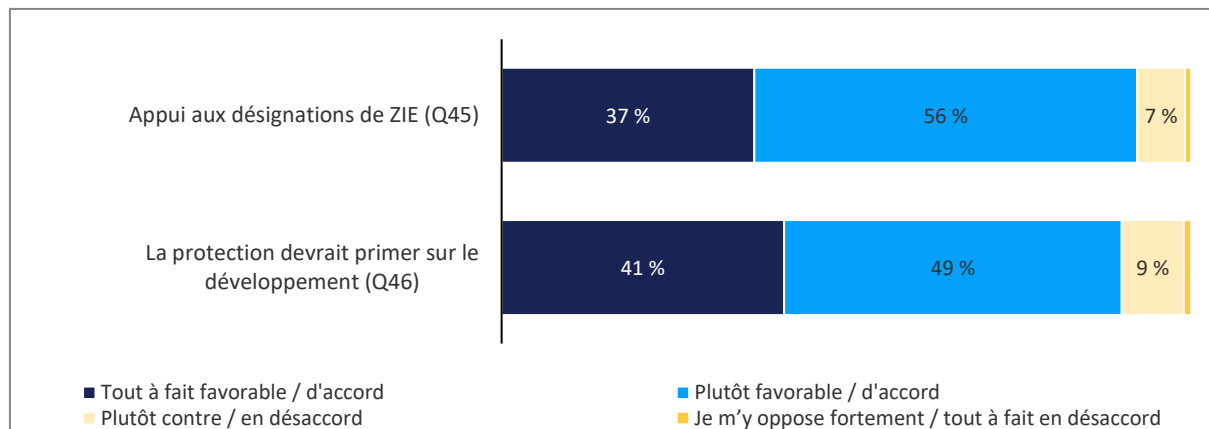
L'appui à la protection des habitats aquatiques se maintient lorsque le coût est explicite

On a indiqué aux répondants que la Loi sur les pêches permet au gouvernement de protéger l'habitat du poisson en désignant des zones d'importance écologique. Ces désignations peuvent restreindre certaines activités autres que la pêche, et cet outil n'a pas encore été utilisé. Quatre-vingt-douze pour cent appuient son utilisation, et 37 % l'appuient fortement. Moins de 1 % s'y opposent fortement.

On a ensuite indiqué aux répondants que la protection peut limiter la construction, l'extraction des ressources ou le développement industriel. Quatre-vingt-dix pour cent demeurent d'accord pour dire que la protection des écosystèmes aquatiques devrait être prioritaire, et la proportion tout à fait d'accord augmente à 41 %. Dans de nombreuses questions du sondage, l'appui tend à diminuer lorsqu'un coût est introduit. Ici, il augmente. C'est l'un des signes les plus forts du sondage que l'appui à la protection peut tenir sous la pression.

Les Canadiens plus âgés sont les plus susceptibles d'être tout à fait d'accord (47 % des 55 ans et plus, contre 36 % des 18 à 34 ans).

Figure 39. Appui à la désignation de zones d'importance écologique (Q45) et accord sur le fait que la protection devrait avoir priorité sur le développement (Q46)



Base : ensemble des répondants (n = 1 239).

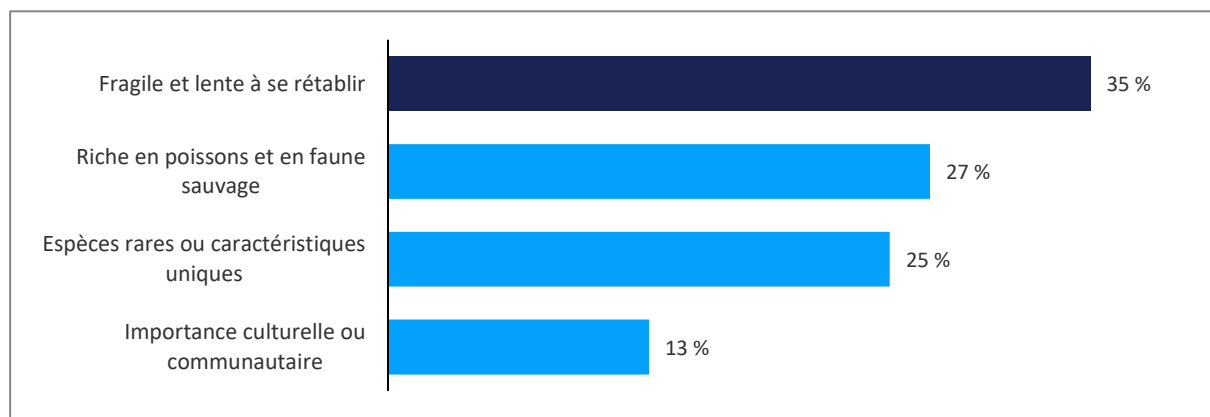


La fragilité est la principale raison de protéger une zone

Invités à indiquer comment le gouvernement devrait choisir les zones à mieux protéger, les Canadiens classent de près trois raisons écologiques : une zone fragile et lente à se rétablir (35 % la classent au premier rang), riche en poissons et en faune (27 %) et abritant des espèces rares ou des caractéristiques uniques (25 %). Treize pour cent placent l'importance culturelle ou communautaire au premier rang.

Les jeunes Canadiens lui accordent environ deux fois plus de poids : 20 % des 18 à 34 ans la classent première, comparativement à 10 % des 55 ans et plus.

Figure 40. Raisons de désigner une zone pour une protection accrue, % au premier rang (Q47)



Base : ensemble des répondants ($n = 1\,239$).



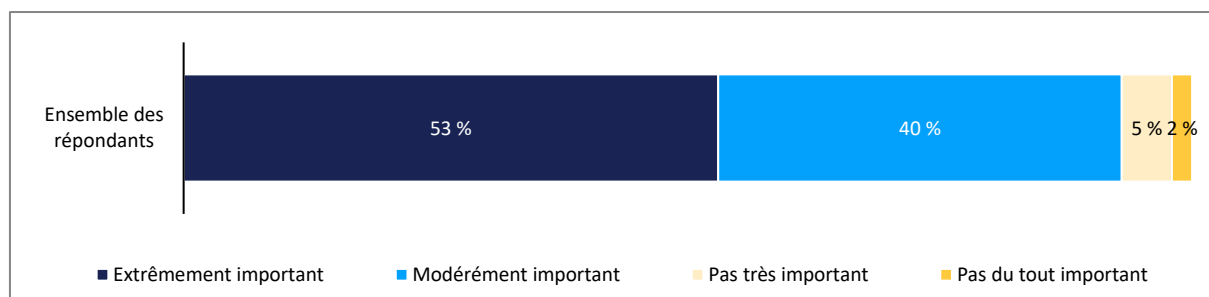
La plupart appuient une recherche indépendante à long terme

Quatre-vingt-treize pour cent estiment qu'il est important que le Canada investisse dans la recherche indépendante à long terme sur l'eau douce, et 53 % jugent cela extrêmement important. Moins de 7 % disent que ce n'est pas important, et les résultats sont semblables d'une région à l'autre.

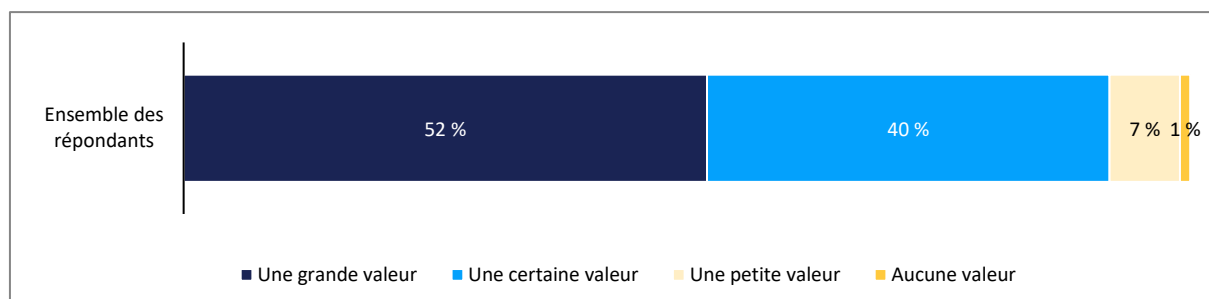
Les Canadiens valorisent aussi la science sur le terrain; on a présenté aux répondants une organisation du nord-ouest de l'Ontario qui forme des scientifiques par la recherche sur le terrain menée sur des lacs. Quatre-vingt-douze pour cent estiment que ce travail a de la valeur pour le Canada, et 52 % lui accordent une grande valeur. Les Canadiens de l'Atlantique sont les plus susceptibles de lui accorder une grande valeur (68 %).

Figure 42. Importance d'investir dans la recherche indépendante à long terme sur l'eau douce (Q25) et valeur de la formation scientifique sur le terrain en eau douce (Q48)

Importance de la recherche indépendante à long terme sur l'eau douce (Q25)



Valeur de la formation scientifique sur le terrain en eau douce (Q48)



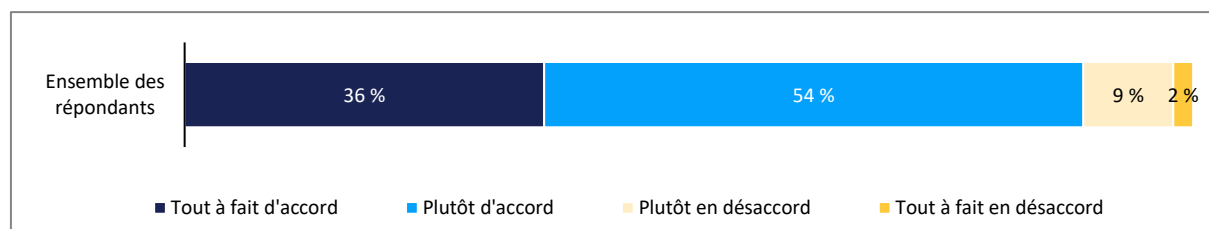
Base : ensemble des répondants (n = 1 239).



Neuf sur dix appuient un investissement de 1 milliard de dollars dans l'eau douce

On a indiqué aux répondants qu'un groupe de bailleurs de fonds philanthropiques demande au gouvernement du Canada d'investir 1 milliard de dollars dans l'eau douce et la sécurité de l'eau, et que des sources provinciales, philanthropiques et privées pourraient s'y ajouter. Quatre-vingt-dix pour cent sont d'accord pour que le Canada fasse cet investissement, et 36 % sont tout à fait d'accord. L'appui est semblable d'un groupe de revenu à l'autre : 89 % des personnes dont le revenu du ménage est inférieur à 60 000 \$ sont d'accord, tout comme 89 % de celles dont le revenu est de 100 000 \$ ou plus.

Figure 45. Accord sur le fait que le Canada devrait investir 1 milliard de dollars dans l'eau douce et la sécurité de l'eau (Q51)



Base : ensemble des répondants ($n = 1\,239$).

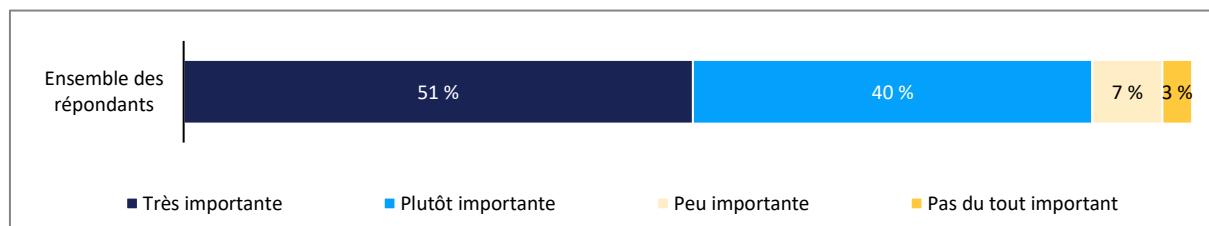


Les Canadiens veulent massivement que le Fonds pour les technologies de sécurité de l'eau se concrétise

On a indiqué aux répondants que, lors des dernières élections, le parti maintenant au pouvoir a promis un fonds de 100 millions de dollars pour les technologies de sécurité de l'eau, destiné à la recherche et au développement canadiens, à l'intelligence artificielle ainsi qu'aux outils de surveillance et de gestion de données. Quatre-vingt-dix pour cent estiment qu'il est important que le gouvernement tienne cet engagement, et 51 % jugent cela très important.

Les Canadiens de 55 ans et plus sont les plus susceptibles de juger cela très important (57 %, contre 45 % des 18 à 34 ans).

Figure 46. Importance de concrétiser le Fonds pour les technologies de sécurité de l'eau de 100 millions de dollars (Q52)



Base : ensemble des répondants ($n = 1\,239$).



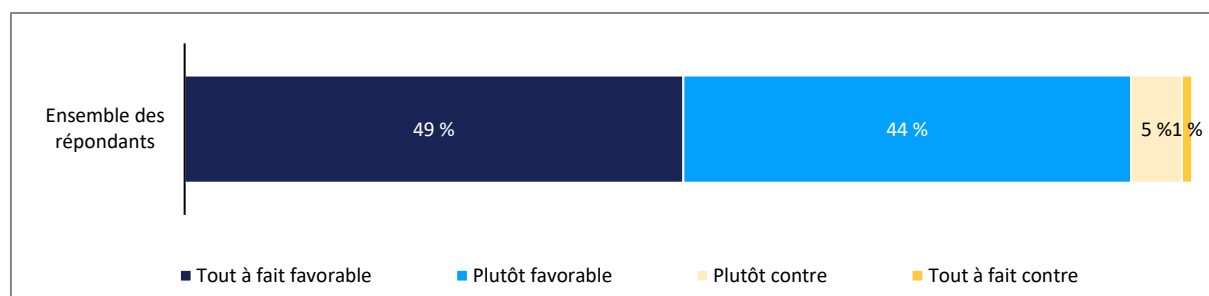
Section 5 : Droits relatifs à l'eau, souveraineté et utilisation des ressources

Ces questions portent sur les débits minimaux des rivières, l'eau et la souveraineté, la gestion des inondations, le droit légal à l'eau et le rôle des gouvernements autochtones.

Neuf sur dix appuient des débits minimaux pour les rivières

On a indiqué aux répondants que les débits d'eau minimaux consistent à maintenir suffisamment d'eau dans les rivières pour soutenir la faune et la flore qui en dépendent. Quatre-vingt-treize pour cent appuient cette exigence, et 49 % l'appuient fortement. L'opposition est très faible. La question ne mentionnait pas les limites possibles pour la production hydroélectrique, l'irrigation ou l'utilisation municipale de l'eau.

Figure 47. Appui à une exigence de débit d'eau minimal (Q54)



Base : ensemble des répondants (n = 1 239).

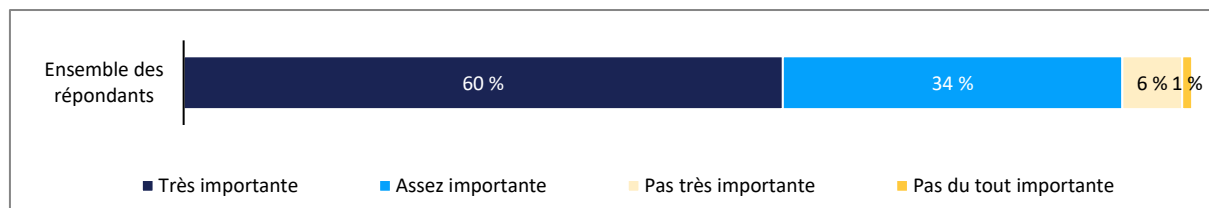


Beaucoup de Canadiens voient l'eau comme une question de souveraineté

On a indiqué aux répondants que l'identité et la souveraineté du Canada sont liées à ses lacs, à ses rivières et à ses eaux côtières, tout comme à son territoire. Les exemples donnés étaient les Grands Lacs, les eaux arctiques et les voies navigables essentielles aux droits des communautés Autochtones. Quatre-vingt-treize pour cent estiment que la protection des plans d'eau du Canada est importante pour la souveraineté nationale, et 60 % la jugent très importante. Les Canadiens plus âgés adhèrent le plus fortement à cette idée (69 % des 55 ans et plus, comparativement à 50 % des 18 à 34 ans). Le Québec affiche le résultat le plus faible (50 %, contre 65 % en Ontario).

Les opinions sur la souveraineté semblent compter parmi les plus forts prédicteurs de l'appui aux mesures dans ce sondage. Les Canadiens qui jugent l'eau très importante pour la souveraineté sont de 40 à 54 points de pourcentage plus susceptibles de donner la réponse la plus forte à chaque question de politique publique testée, comparativement à ceux qui la jugent peu importante. Comme la question présentait explicitement le cadre de la souveraineté, elle mesure la facilité avec laquelle les Canadiens acceptent cette façon de présenter l'enjeu.

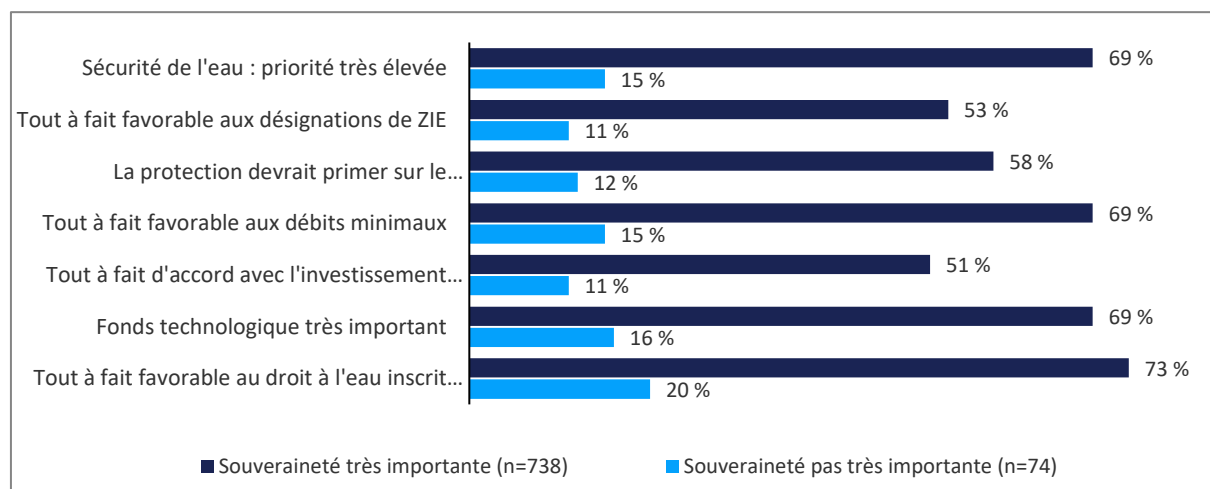
Figure 48. Importance de protéger les plans d'eau du Canada en tant que question de souveraineté nationale (Q55)



Base : ensemble des répondants (n = 1 239).



Figure 49. Plus fort appui aux mesures politiques, selon la perception de l'eau comme enjeu de souveraineté (Q55)



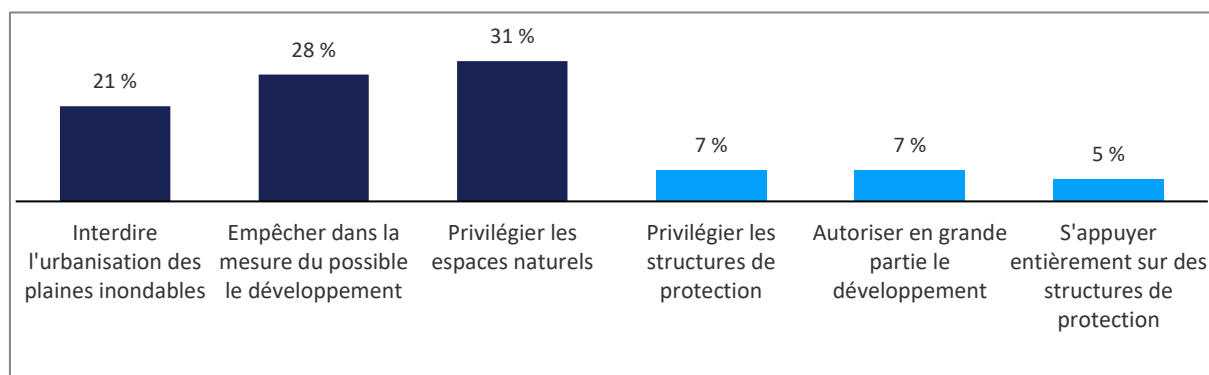
Base : répondants ayant jugé Q55 « très importante » ou « pas très importante ».



Les Canadiens privilégient les approches naturelles pour la protection contre les inondations

Les répondants se sont situés sur une échelle de six points entre deux approches de réduction des dommages causés par les inondations. Le premier privilégie l'évitement du développement dans les plaines inondables et la protection des espaces naturels, comme les zones humides, qui absorbent les eaux de crue. Le second privilégie la poursuite du développement, protégé par des barrages, des digues et des barrières. Quatre sur cinq (81 %) penchent vers les espaces naturels. La position la plus fréquente est la plus modérée de ce côté, et 21 % sont favorables à l'interdiction totale du développement dans les plaines inondables. Les Canadiens semblent préférer une gestion naturelle des inondations sans exclure les structures de protection. Les Canadiens de 55 ans et plus sont les plus susceptibles d'adopter la position la plus ferme (27 %, contre 18 % des 18 à 34 ans).

Figure 50. Approche privilégiée pour réduire les dommages causés par les inondations (Q56)



Base : ensemble des répondants ($n = 1\,239$).

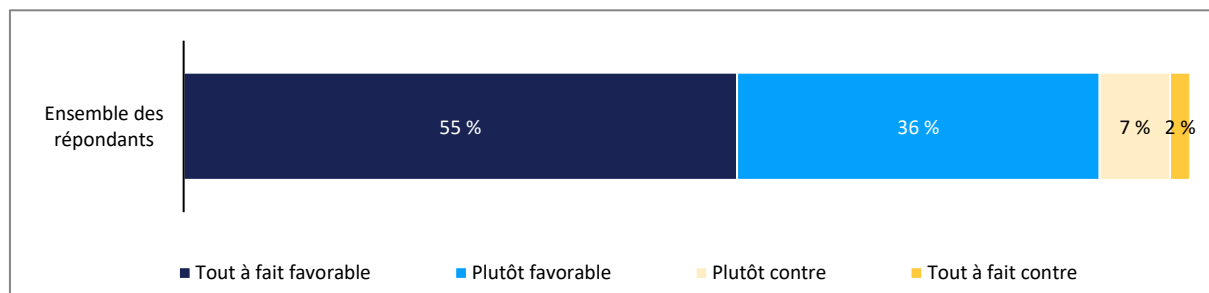


La plupart appuient un droit légal à l'eau potable

On a indiqué aux répondants que le Canada a reconnu le droit humain à l'eau potable et à l'assainissement en 2012, et que le Québec est la seule province à avoir inscrit ce droit dans sa législation. Quatre-vingt-onze pour cent appuieraient que les autres provinces et les territoires fassent de même, et 55 % l'appuient fortement. C'est l'un des plus forts taux d'appui ferme du sondage.

L'appui est élevé dans chaque région. L'appui ferme est le plus faible au Québec (46 %), où ce droit est déjà inscrit dans la loi. Les personnes répondantes du Québec ont peut-être interprété la question comme portant sur les autres provinces et territoires.

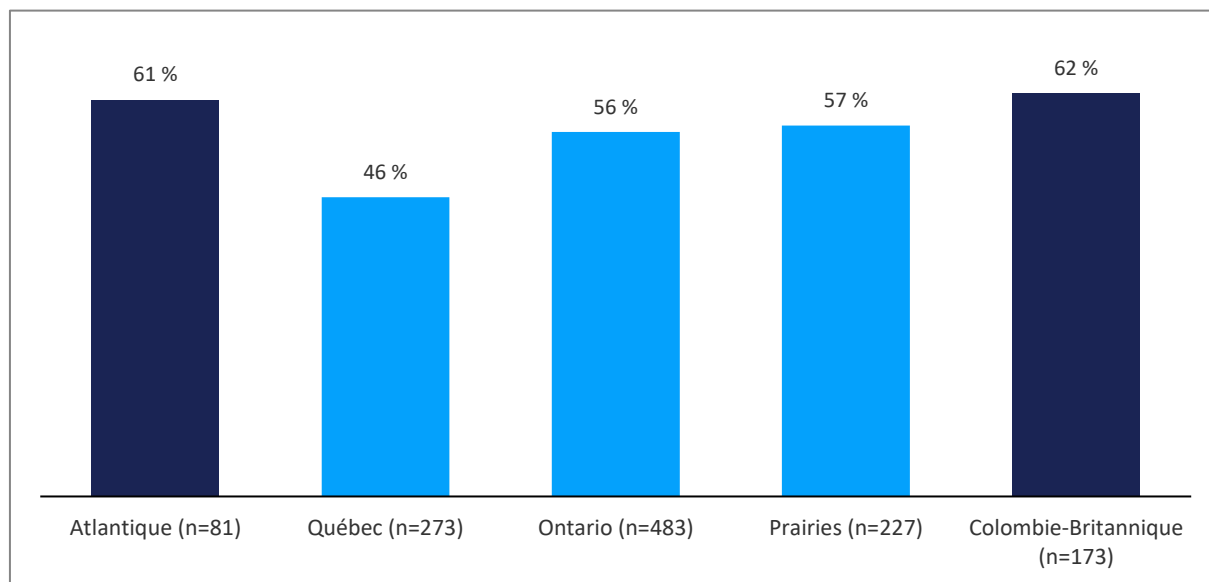
Figure 51. Appui à l'inscription du droit à l'eau potable dans la loi par les autres provinces et les territoires (Q58)



Base : ensemble des répondants ($n = 1\,239$).



Figure 52. « Tout à fait favorable », selon la région (Q58)



Base : ensemble des répondants, à l'exclusion des territoires.



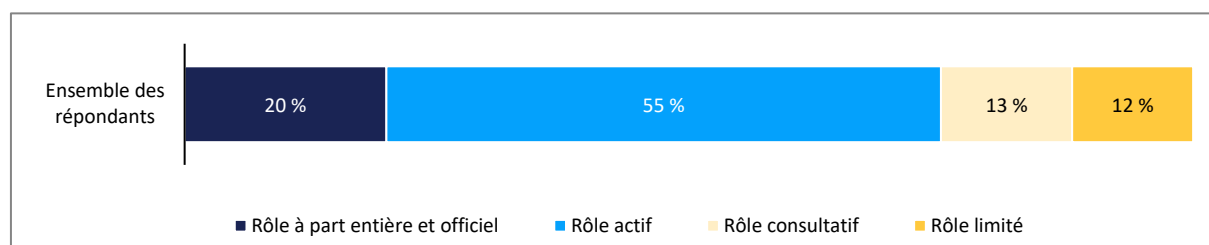
Trois sur quatre appuient un rôle significatif pour les gouvernements autochtones

Cinquante-quatre pour cent sont favorables à un rôle actif des gouvernements autochtones dans la gestion de l'eau, aux côtés des gouvernements fédéral, provinciaux, territoriaux et municipaux. Vingt pour cent sont favorables à un rôle à part entière et officiel, avec un pouvoir de décision.

Au total, 75 % appuient l'un de ces deux rôles. En outre, 13 % sont favorables à un rôle consultatif, et 12 %, à un rôle limité.

Les jeunes Canadiens sont plus susceptibles d'appuyer un rôle à part entière et officiel : 29 % des 18 à 34 ans, 21 % des 35 à 54 ans et 14 % des 55 ans et plus. Une tendance semblable selon l'âge ressort du poids accordé à l'importance culturelle et communautaire dans le choix des zones à protéger (figure 41) et à la gestion autochtone comme raison d'investir dans la recherche (figure 43). L'appui à un rôle limité est le plus élevé dans les Prairies (20 %).

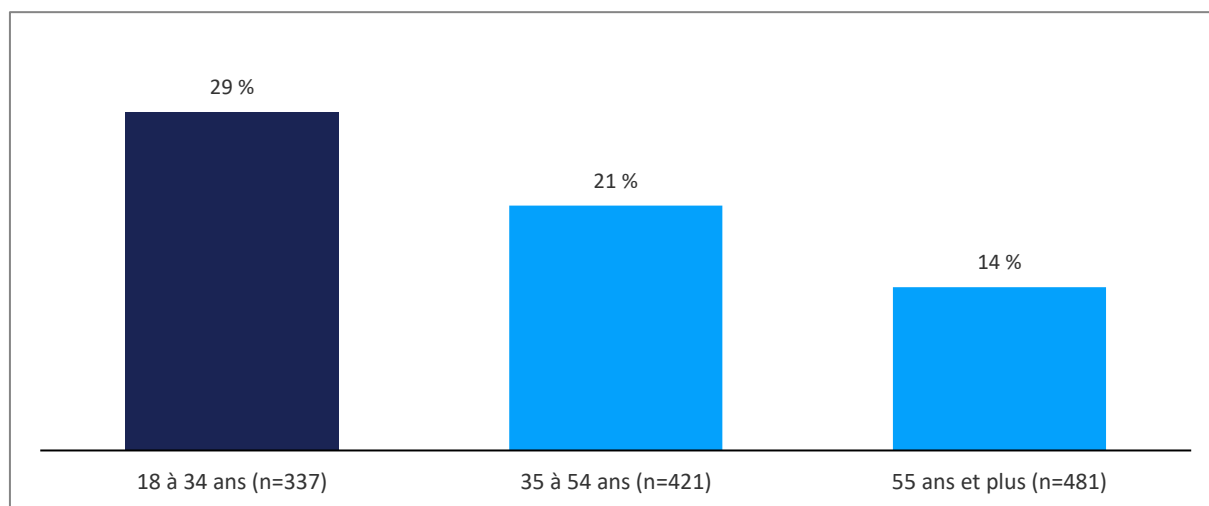
Figure 53. Rôle que les gouvernements autochtones devraient jouer dans la gestion de l'eau (Q59)



Base : ensemble des répondants ($n = 1\,239$).



Figure 54. Appui à un rôle à part entière et officiel, selon l'âge (Q59)



Base : ensemble des répondants. Remarque : le sous-échantillon autochtone (n = 47) est trop petit pour être présenté séparément.



Section 6 : Ce que cela signifie pour la Stratégie

Cette section examine les résultats dans leur ensemble, en s'appuyant sur des données de tout le sondage.

Un mandat public d'agir

Quatre-vingt-treize pour cent des Canadiens estiment que la sécurité de l'eau devrait être une priorité élevée pour le gouvernement du Canada, et neuf sur dix appuient des investissements majeurs pour sécuriser et protéger l'eau, y compris le Fonds pour les technologies de sécurité de l'eau de 100 millions de dollars. Le mandat public pour une Stratégie nationale sur la sécurité de l'eau est large et s'est maintenu ou renforcé en cinq ans. Il est le plus large lorsque la sécurité de l'eau est définie selon une perspective globale englobant la population, l'environnement et l'économie. Combiné à la valeur économique croissante que les Canadiens accordent à l'eau, cela suggère que présenter la sécurité de l'eau comme une composante de la sécurité économique correspondrait à la façon dont beaucoup de Canadiens perçoivent déjà l'enjeu. Le lien personnel avec l'eau est l'un des facteurs les plus fortement associés à la préoccupation; la Stratégie pourrait donc trouver le plus d'écho lorsqu'elle rejoint les plans d'eau que les Canadiens connaissent.



Protéger l'essentiel : une eau potable salubre et des écosystèmes en santé

Une eau potable salubre et des lacs et des rivières en santé sont au cœur de ce que les Canadiens attendent de la sécurité de l'eau. Ces éléments arrivent en tête dans les questions qui obligent les Canadiens à choisir, et ce, dans les différentes régions et catégories d'âge. L'appui aux désignations d'habitat, aux débits minimaux et à un droit légal à l'eau est très élevé, et il s'est maintenu lorsqu'on a indiqué aux répondants que la protection pouvait limiter le développement. Les Canadiens semblent s'attendre à ce que la Stratégie utilise les outils de protection dont les gouvernements disposent déjà, et opposent peu de résistance aux compromis qu'ils impliquent.

La sécurité de l'eau et l'économie

Les Canadiens reconnaissent que la sécurité de l'eau est un enjeu économique, surtout sous l'angle du ménage : factures, épicerie, restrictions et accès à une eau salubre. Le rôle de l'eau dans l'agriculture, la fabrication et l'emploi est moins visible, et la conscience de ce rôle se trouve surtout chez les personnes proches du secteur. Les arguments sur la fiabilité de l'approvisionnement sont déjà compris. Les arguments sur l'emploi et l'industrie pourraient nécessiter plus d'explications pour rejoindre le grand public. L'appui aux investissements majeurs est large et ne varie pas selon le revenu. L'accord avec l'investissement de 1 milliard de dollars atteint 89 % chez les Canadiens des ménages gagnant moins de 60 000 \$ et 89 % chez ceux gagnant 100 000 \$ ou plus, et la même tendance stable s'observe pour la sécurité de l'eau comme priorité et pour la protection des lacs et des rivières. L'appui est le plus fort lorsque l'investissement est lié à la sécurité et à des engagements déjà pris.



Connaissances en matière d'eau : une main-d'œuvre inexploitée et un public qui veut apprendre

Le secteur de l'eau offre des possibilités d'emploi que la plupart des Canadiens ne voient pas. Près de deux sur trois (63 %) ne connaissent pas les carrières qui existent dans le secteur de l'eau au Canada, et 8 % les connaissent très bien. Une fois le travail décrit, du traitement de l'eau potable et des eaux usées à la surveillance, à l'ingénierie, à la recherche et aux politiques, trois sur quatre (75 %) le trouvent au moins assez intéressant. L'attrait augmente nettement avec la connaissance : 64 % de ceux qui connaissent déjà le secteur le trouvent très intéressant, contre 13 % de ceux qui ne le connaissent pas. L'intérêt pour ce travail semble répandu. Sa connaissance ne l'est pas. Le sondage a mesuré la notoriété et l'attrait plutôt que les besoins d'embauche ou l'offre de main-d'œuvre; il montre donc où la compréhension du public est faible plutôt que le nombre de travailleurs dont le secteur a besoin.

Le même écart se retrouve dans la façon dont les Canadiens comprennent le lien entre l'eau et l'économie. Seulement 22 % étaient très conscients du lien entre l'eau douce et la prospérité du Canada avant le sondage, une proportion qui grimpe à 65 % chez les Canadiens qui connaissent les carrières dans le secteur de l'eau et tombe à 9 % chez ceux qui ne les connaissent pas. Onze pour cent s'attendent à ce que les enjeux liés à l'eau touchent les emplois locaux, et 17 % choisissent la protection des emplois et des industries comme raison d'investir dans la recherche. Les Canadiens qui connaissent le secteur comprennent son rôle économique. Les autres ont tendance à moins le percevoir.

Les Canadiens décrivent les lacunes de leurs propres connaissances en termes semblables. La moitié (51 %) ne se sentent pas bien informés sur l'état de l'eau douce au Canada. Plus du tiers (37 %) ne savent pas d'où provient l'eau de leur robinet; cette proportion atteint 45 % chez les locataires et 59 % chez les adultes de 18 à 24 ans. L'écart est le plus grand chez les Canadiens urbains, jeunes et



locataires, pour qui les systèmes d'approvisionnement et d'évacuation de l'eau demeurent largement invisibles. Les connaissances autodéclarées ont peu changé depuis 2021.

Les Canadiens veulent que cette lacune soit abordée à l'école. Deux sur trois (66 %) estiment que les écoles ne préparent pas bien les jeunes à comprendre les enjeux liés à l'eau et leur rôle dans la protection de l'eau douce, et 6 % disent que les écoles le font très bien. Quarante-six pour cent affirment que les connaissances en matière d'eau chez les jeunes Canadiens devraient être une priorité fédérale élevée. Les parents d'enfants de moins de 18 ans s'intéressent davantage à l'eau selon des mesures connexes : ils connaissent mieux les carrières dans le secteur de l'eau (51 %, contre 31 %) et sont plus susceptibles de choisir l'innovation et les données sur l'eau comme priorités fédérales. Ils ne sont pas plus susceptibles que les autres Canadiens de vouloir que l'éducation relative à l'eau soit prioritaire. Les Canadiens semblent considérer les connaissances en matière d'eau comme un bien public plutôt qu'une préoccupation parentale.

L'éducation relative à l'eau se classe plus bas lorsqu'elle est directement en concurrence avec la protection et l'approvisionnement, au cinquième rang des six éléments de la Stratégie. Les Canadiens semblent voir l'éducation comme un moyen d'assurer la sécurité de l'eau plutôt que comme une fin en soi. Les Canadiens mieux informés sont systématiquement plus préoccupés et plus favorables à la protection et à l'investissement; les connaissances en matière d'eau pourraient donc être l'une des conditions qui maintiennent l'appui du public à tout le reste de la Stratégie. Elle rejoint aussi un public mesurable. Les Canadiens de moins de 35 ans déclarent la meilleure connaissance des carrières dans le secteur de l'eau (54 %, contre 27 % des 55 ans et plus) et accordent le plus de poids à l'investissement dans les technologies de l'eau, tout en connaissant le moins leur propre approvisionnement en eau.

Recherche, données et innovation

Les Canadiens appuient fortement l'investissement dans les connaissances sur l'eau. Quarante-treize pour cent disent que la recherche indépendante et à long terme sur l'eau douce est importante, et 92 % voient de la valeur dans la formation scientifique de



terrain. Les données et la surveillance se classent bas en tant que choix distincts, l'enquête nationale sur les données relatives à l'eau arrivant au dernier rang des fonctions de l'Agence de l'eau du Canada; les Canadiens comprennent donc peut-être mieux leur valeur à travers les résultats de protection et de sécurité qu'elles soutiennent. L'innovation se comporte de la même façon. Elle suscite un large appui lorsqu'elle est liée à la sécurité de l'eau et à des engagements déjà pris, et se classe plus bas lorsqu'elle est opposée à l'eau potable et aux écosystèmes.

Gouvernance et partenariat

Les Canadiens veulent une gouvernance de l'eau partagée et coordonnée, dans laquelle le gouvernement fédéral rassemble les autres gouvernements. La plupart conviennent que les municipalités ont besoin d'aide pour entretenir les infrastructures hydrauliques, et la plupart appuient un rôle significatif pour les gouvernements autochtones. L'appui à un plein pouvoir décisionnel autochtone est plus élevé dans chaque groupe d'âge plus jeune. La souveraineté est le cadrage le plus fortement lié à l'appui à des mesures précises.

Différences selon l'âge

L'âge est la ligne de démarcation la plus nette du sondage, et elle va dans deux directions. Les Canadiens plus âgés en savent davantage sur l'eau et sont plus enclins à la protéger. Soixante-douze pour cent des 55 ans et plus connaissent la source de l'eau de leur ménage, contre 52 % des 18 à 34 ans; 79 % disent que la protection des lacs et des rivières est une priorité élevée, contre 63 %; et 69 % disent que l'eau est essentielle à la souveraineté nationale, contre 50 %. Les jeunes Canadiens sont plus ouverts à de nouveaux arrangements. Vingt-neuf pour cent des 18 à 34 ans appuient un rôle à part entière et officiel pour les gouvernements autochtones, contre 14 % des 55 ans et plus; 26 % choisissent l'innovation comme priorité fédérale, contre 15 %; et 20 % placent l'importance culturelle ou communautaire



au premier rang pour choisir les zones à protéger, contre 10 %. Une Stratégie qui s'adresse aux deux groupes associerait la protection aux nouveaux engagements que privilégient davantage les jeunes Canadiens.

Différences selon la région

Le Québec se distingue du reste du Canada de façon constante. Il place l'eau douce au plus haut rang des ressources naturelles et le pétrole et le gaz au plus bas : 45 % placent l'eau douce au premier rang, la proportion la plus élevée de toutes les régions, et 18 % y placent le pétrole et le gaz, la plus faible. Il est aussi le plus critique à l'égard de la protection actuelle, 31 % la jugeant médiocre, contre 20 % à 25 % ailleurs. Le Québec est le plus faible quant au cadrage de la souveraineté, avec 50 % « très importante » contre 58 % à 65 % ailleurs. Il ordonne aussi différemment les éléments de la Stratégie, classant le moins souvent la protection des lacs et des rivières au premier rang (33 %, contre 60 % en Colombie-Britannique) et accordant plus de poids à l'approvisionnement économique, aux menaces pour la sécurité et à la sensibilisation du public. Le Québec semble considérer l'eau comme une ressource à gérer plutôt que comme un symbole national.



Annexe A : Méthodologie détaillée

Conception du sondage

Le questionnaire s'appuie sur des recherches canadiennes antérieures sur l'eau douce, dont l'étude d'ECCC de 2021 et l'étude de suivi de 2025 commandée par AquaAction. Il comporte 54 questions réparties en six parties : profil des répondants; importance de l'eau douce; enjeu personnel, attachement et préoccupation; connaissances, éducation et carrières; gouvernance, politiques et investissements; et droits relatifs à l'eau, souveraineté et utilisation des ressources. Il comprenait une question de contrôle de l'attention. Cinq questions utilisent un classement par glisser-déposer, quatre permettent jusqu'à trois choix, et les autres sont des échelles à choix unique. Le sondage était offert en anglais et en français. Le panel de répondants a été retenu par l'intermédiaire de Cint Inc.

Collecte des données

Le sondage a été mené en ligne du 20 au 31 août 2026. Les répondants étaient des résidents du Canada âgés de 18 ans et plus, recrutés à partir d'un panel de recherche en ligne exploité par Cint Inc. Des quotas selon la région, l'âge et le genre ont été fixés en fonction du Recensement de 2021. Le temps médian de réponse était de 12,5 minutes.

Échantillon et nettoyage des données

Sur 1 500 questionnaires commencés, 1 239 ont été remplis. Les 261 réponses partielles sont exclues. Parmi les questionnaires remplis, 1 000 ont été remplis en anglais et 239 en français. Environ quatre répondants francophones sur cinq vivent au Québec, et environ trois répondants québécois sur dix ont répondu en anglais.

Contrôle de la qualité

Les questionnaires remplis ont été filtrés selon quatre règles de qualité :



- rapidité excessive (durée de réponse bien inférieure à la médiane)
- réponses uniformes (même réponse pour toute une grille de questions)
- faible variation dans une grille combinée à un temps de réponse rapide;
- maintien de l'ordre par défaut dans au moins deux questions de classement.

Il y avait aussi une question de contrôle de l'attention, qui demandait aux répondants de taper un mot en majuscules. Les répondants qui ne l'ont pas fait correctement ont immédiatement quitté le sondage, et leurs réponses n'ont pas été enregistrées.

Pondération

Les résultats ne sont pas pondérés. L'échantillon correspond étroitement à la population selon les variables de quotas (tableau A1). La pondération a été testée directement. Un calage selon la région, l'âge et le genre sur douze ensembles de cibles de population a modifié chaque résultat principal de moins de 1,5 point de pourcentage, et la plupart de moins de 0,5 point. L'ajout de la scolarité n'a modifié aucun résultat de plus d'environ 1,2 point. Ainsi, la pondération ne changerait pas les conclusions du présent rapport.

Marge d'erreur et tests statistiques

Les répondants provenaient d'un panel en ligne à participation volontaire; une marge d'erreur d'échantillonnage ne peut donc pas être calculée. À titre de comparaison, un échantillon probabiliste de 1 239 personnes comporterait une marge d'erreur de plus ou moins 2,8 points de pourcentage, 19 fois sur 20.

Les écarts entre groupes sont présentés lorsqu'ils sont statistiquement significatifs à $p < 0,01$. La plupart des écarts présentés sont aussi importants : au moins 12 points de pourcentage pour les questions catégorielles, ou au moins 0,35 pour le score moyen de classement des questions de classement.

Des écarts plus faibles sont présentés lorsqu'ils apportent un contexte utile à un résultat, et le texte précise lorsqu'un écart n'est pas statistiquement significatif.



Conventions de présentation

- Sauf indication contraire, les pourcentages reposent sur l'ensemble des 1 239 personnes répondantes. La Q22 a été posée uniquement aux 821 personnes ayant un lien avec un plan d'eau.
- Le texte et les graphiques sont arrondis au nombre entier le plus proche. Les résultats combinés, comme « très » plus « assez », utilisent les nombres sous-jacents et peuvent différer d'un point de la somme des valeurs arrondies.
- Les questions de classement présentent la proportion qui classe chaque élément au premier rang. Le score moyen de classement est présenté lorsqu'il est utile. Il est égal au nombre d'éléments moins le rang moyen; un score plus élevé signifie donc un meilleur classement.
- Les régions sont le Canada atlantique, le Québec, l'Ontario, les Prairies et la Colombie-Britannique. Les résultats nationaux incluent les deux répondants des territoires. Les comparaisons régionales les excluent, car la taille de l'échantillon n'était pas suffisante pour tirer des conclusions pour ces régions.

Limites

- Les panels à participation volontaire peuvent sous-représenter les personnes moins actives en ligne ou moins intéressées par le sujet.
- Les connaissances autoévaluées (Q24) mesurent la confiance perçue et non des connaissances vérifiées.
- L'échantillon de l'Atlantique ($n = 81$) ne permet que des comparaisons indicatives.
- L'échantillon des Prairies est à 67 % issu de grands centres urbains et pourrait ne pas refléter l'opinion des Prairies rurales.
- Le sous-échantillon autochtone ($n = 47$) est trop petit pour être présenté séparément. Le sondage ne demandait pas aux répondants s'ils vivent dans une communauté autochtone.
- Les territoires ne sont pas représentés ($n = 2$).
- Certaines questions présentaient un contexte avant de demander une opinion (voir Conception du sondage). Les résultats de ces questions reflètent la question telle qu'elle était formulée.



Tableau A1. Composition de l'échantillon comparée au Recensement de 2021

Région (territoires exclus) : Ontario 39,0 % (Recensement 38,5 %); Québec 22,1 % (23,1 %); Prairies 18,4 % (18,3 %); Colombie-Britannique 14,0 % (13,6 %); Atlantique 6,5 % (6,5 %).

Âge : 18 à 24 ans, 9,4 % (10,1 %); 25 à 34 ans, 17,8 % (16,6 %); 35 à 44 ans, 17,8 % (16,5 %); 45 à 54 ans, 16,2 % (15,7 %); 55 à 64 ans, 17,4 % (17,5 %); 65 ans et plus, 21,4 % (23,6 %).

Genre : femmes 52,4 % (50,8 %); hommes 47,6 % (49,2 %). Cinq répondants ayant choisi une autre option sont exclus de cette comparaison.

Nés au Canada 74,8 % (74,5 %); immigrants 25,2 % (25,5 %, y compris les résidents non permanents).

Baccalauréat ou grade supérieur 37,7 % (32,9 % des adultes de 25 à 64 ans).

Propriétaires 57,6 % (66,5 % des ménages); locataires 42,4 % (33,5 %). Le Recensement mesure les ménages, tandis que le sondage mesure les individus.



Tableau A2. Autres caractéristiques des répondants (aucune donnée comparable du Recensement)

Taille de la collectivité : grande ville (100 000 et plus) 56 %; ville de taille moyenne 23 %; petite ville ou zone rurale 20 %.

Revenu du ménage : moins de 60 000 \$ 41 %; 60 000 \$ à 99 999 \$ 28 %; 100 000 \$ ou plus 30 %.

Statut parental : non-parent 55 %; parent d'un enfant de moins de 18 ans 30 %; parent d'enfants adultes seulement 15 %.

Langue du sondage : anglais 81 %; français 19 %.

Emploi : en emploi 61 %; retraités 23 %; étudiants 3 %; autre situation ou sans emploi 13 %.

Origine ethnique et culturelle (toutes les réponses applicables) : Blanc ou Européen 70 %; Noir(e) 9 %; Asiatique de l'Est 6 %; Asiatique du Sud 5 %; Autochtone (Premières Nations, Métis ou Inuits) 4 %; Asiatique du Sud-Est 4 %; Arabe 2 %; Américano-latin(e) 2 %; Asiatique de l'Ouest 1 %; autre origine 2 %. Trois pour cent ont sélectionné plus d'une catégorie.

Années au Canada (répondants ayant immigré, n = 312) : 20 ans ou plus 45 %; 10 à 19 ans 19 %; 5 à 9 ans 19 %; 1 à 4 ans 16 %; moins d'un an 1 %.

Enfants dans le ménage (parents et tuteurs, n = 556) : moins de 5 ans, 17 %; 5 à 8 ans, 18 %; 9 à 12 ans, 21 %; 13 à 17 ans, 29 %; 18 ans et plus, 41 %. Nombre d'enfants : un 20 %; deux 17 %; trois 7 %; quatre ou plus 2 %.

Chaque question démographique est présentée ici ou dans le profil des répondants : province ou territoire (Q2), taille de la collectivité (Q3), âge (Q4), genre (Q5), origine ethnique et culturelle (Q6), immigration (Q7), années au Canada (Q8), scolarité (Q9),

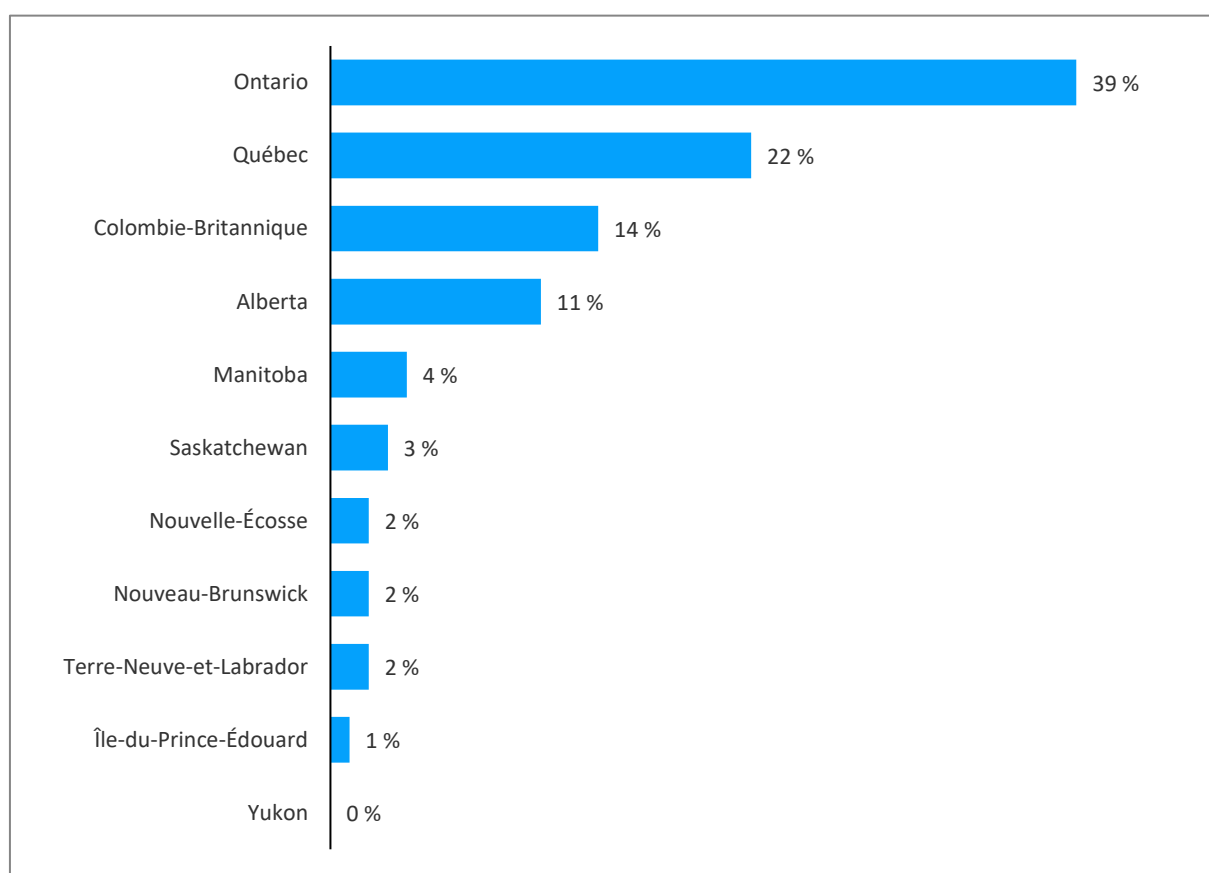


emploi (Q10), revenu du ménage (Q11), logement (Q12), statut de parent ou de tuteur (Q13) et âge des enfants (Q14).

Composition détaillée de l'échantillon

Les graphiques ci-dessous présentent la répartition complète de chaque question démographique, avec les notes qui s'appliquent à l'analyse.

Figure 55. Province ou territoire (Q2)

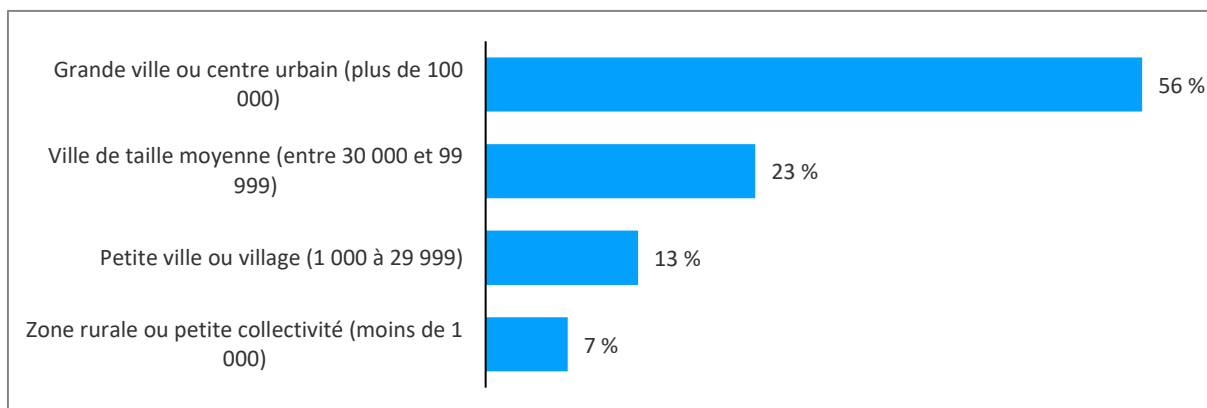


Base : ensemble des répondants ($n = 1\,239$).

Les provinces sont regroupées en cinq régions aux fins de l'analyse : l'Ontario, le Québec, les Prairies, la Colombie-Britannique et le Canada atlantique. Les deux répondants du Yukon sont inclus dans les résultats nationaux et exclus des comparaisons régionales.



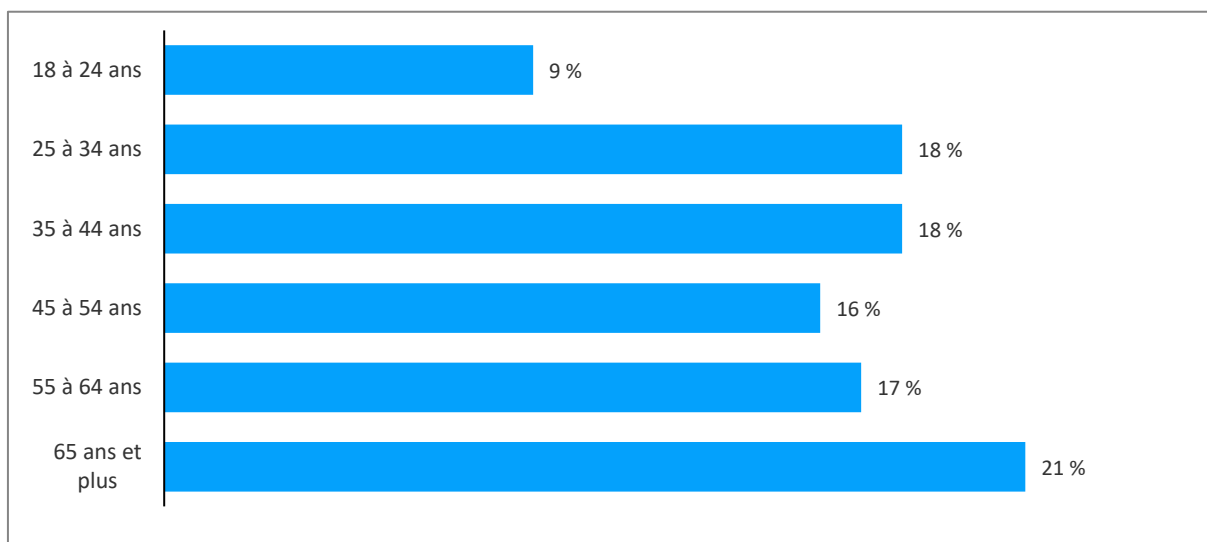
Figure 56. Description de la zone où vivent les répondants (Q3)



Base : ensemble des répondants ($n = 1\,239$).

Un répondant sur cinq vit dans une petite ville ou une zone rurale. Les deux plus petites catégories sont regroupées aux fins de l'analyse, car chacune est trop petite pour produire des estimations stables. Cette mesure est autoévaluée; elle n'est donc pas comparable aux centres de population du Recensement.

Figure 57. Âge (Q4)

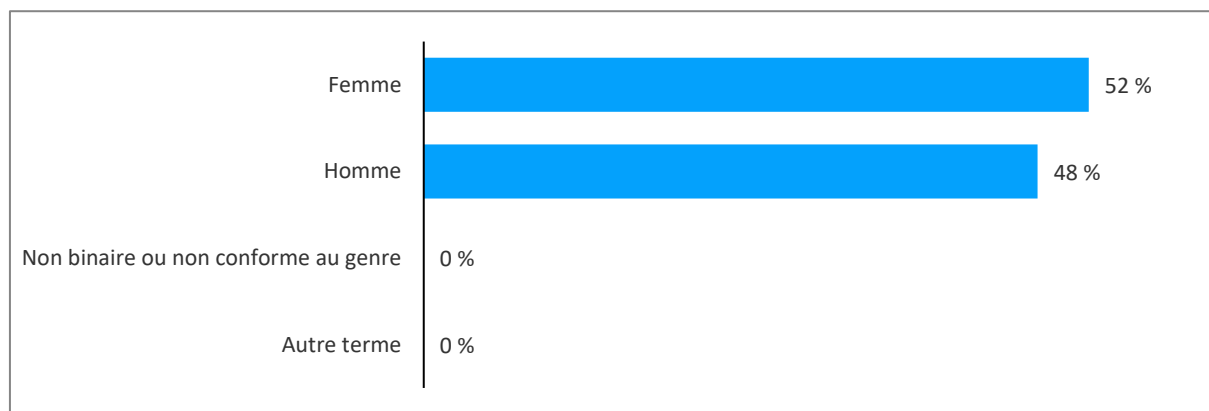


Base : ensemble des répondants ($n = 1\,239$).



L'âge est regroupé en trois tranches aux fins de l'analyse : 18 à 34 ans, 35 à 54 ans, et 55 ans et plus. Le groupe des 18 à 24 ans ($n = 116$) est petit; le regroupement en trois tranches sert donc aux comparaisons selon l'âge dans le présent rapport.

Figure 58. Genre (Q5)

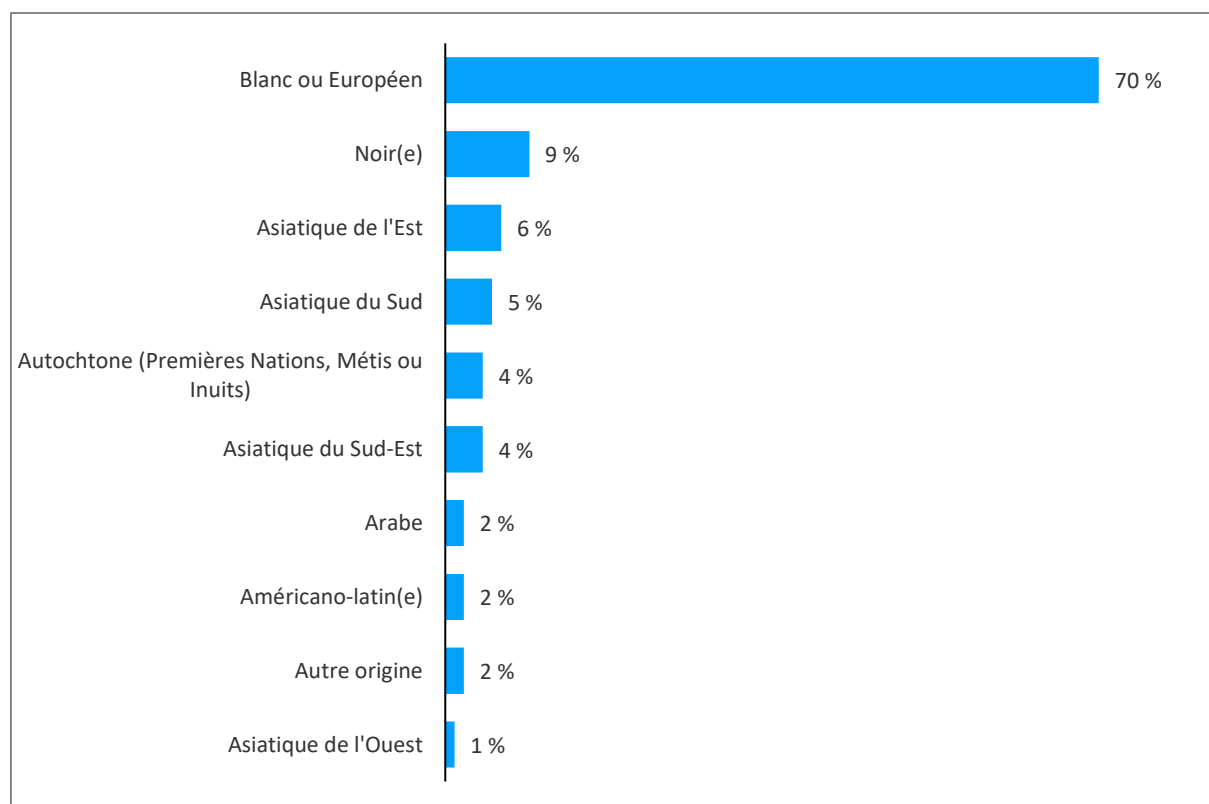


Base : ensemble des répondants ($n = 1\,239$).

Cinq répondants ont sélectionné une option autre que femme et homme, trop peu pour être présentés séparément.



Figure 59. Origine ethnique et culturelle (Q6)

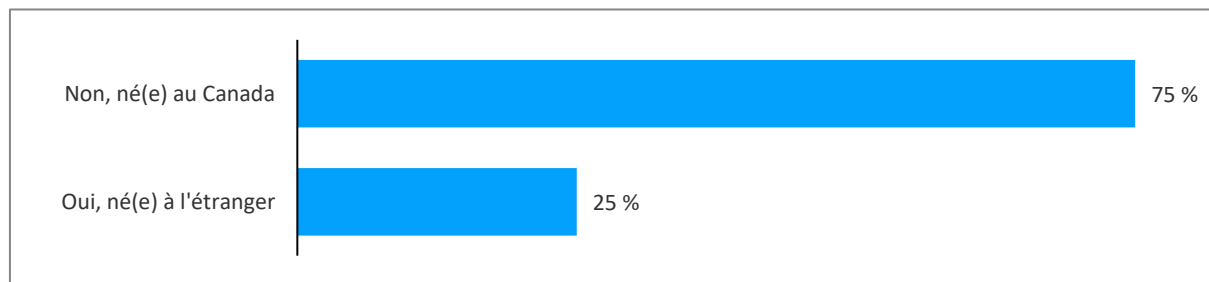


Base : ensemble des répondants (n = 1 239). Les répondants pouvaient sélectionner plus d'une option; le total dépasse donc 100 %.

Trois pour cent des répondants ont sélectionné plus d'une catégorie. Le sondage utilisait ses propres catégories, qui ne correspondent pas aux regroupements du Recensement; ces proportions illustrent donc la couverture plutôt qu'une comparaison avec le Recensement. Le sous-échantillon autochtone (n = 47) ne permet qu'une lecture indicative. Le sondage ne demandait pas aux répondants s'ils vivent dans une communauté autochtone, ce qui limite ce qu'on peut dire de l'accès à l'eau potable dans ces communautés.



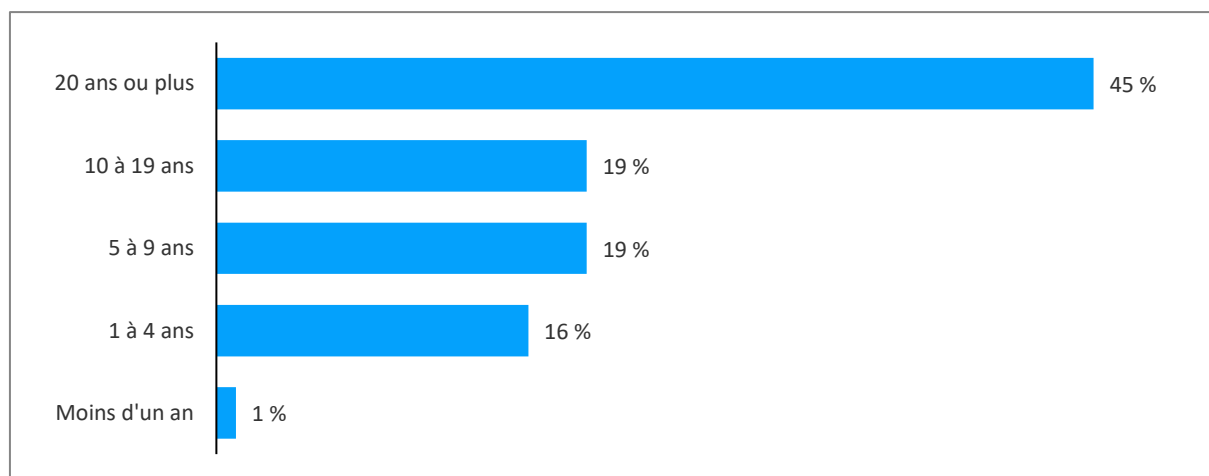
Figure 60. Immigrant au Canada (Q7)



Base : ensemble des répondants ($n = 1\,239$).

Le quart de l'échantillon est né à l'extérieur du Canada, ce qui est proche du chiffre de 25,5 % du Recensement pour les immigrants et les résidents non permanents réunis.

Figure 61. Années au Canada (Q8)

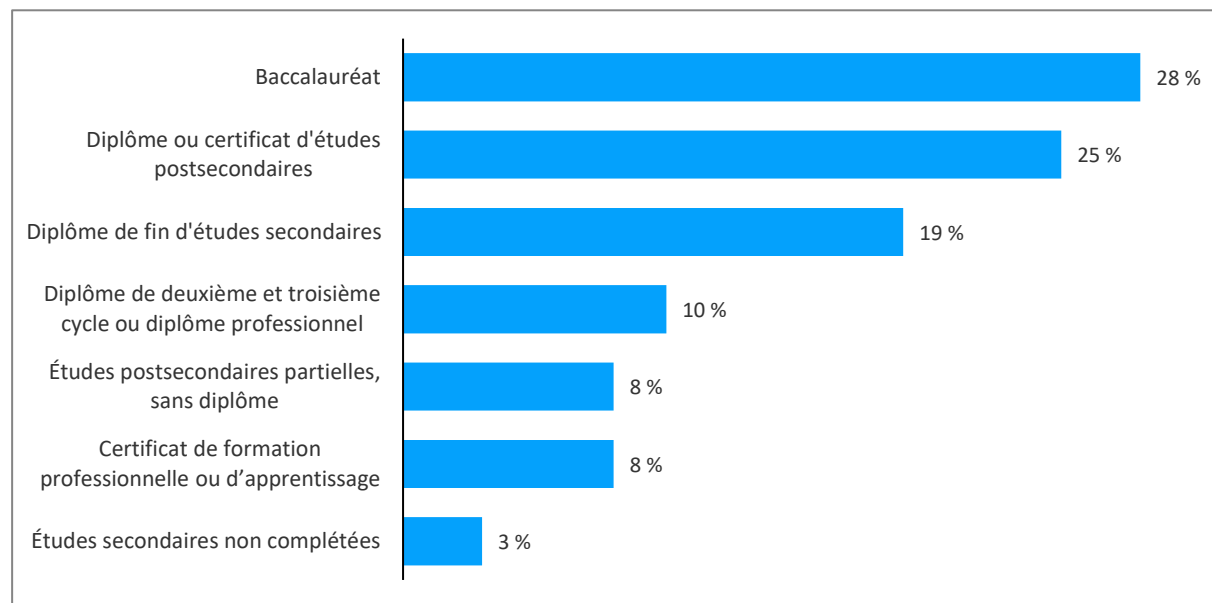


Base : répondants ayant immigré au Canada ($n = 312$).

Le sous-échantillon d'immigrants est composé surtout de personnes établies depuis longtemps, près des deux tiers étant au Canada depuis une décennie ou plus. Les nouveaux arrivants ($n = 55$ pour ceux arrivés depuis moins de cinq ans) sont trop peu nombreux pour une analyse distincte.



Figure 62. Plus haut niveau de scolarité atteint (Q9)

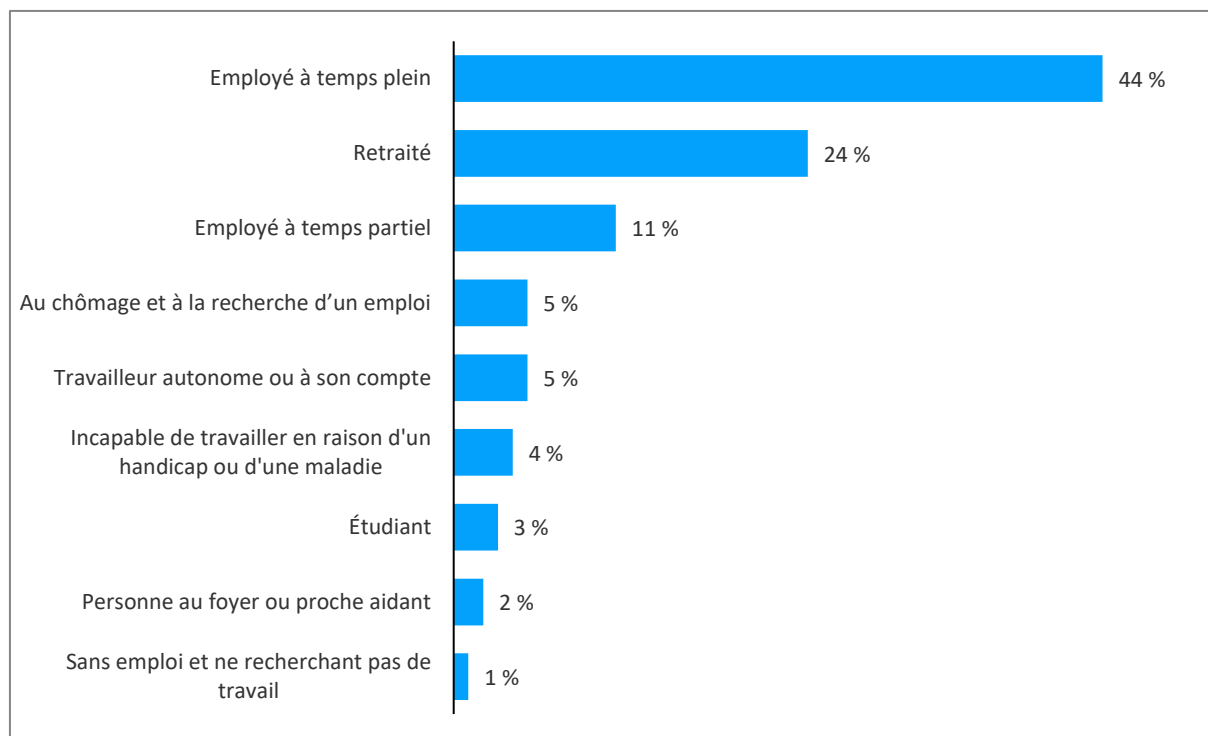


Base : ensemble des répondants ($n = 1\,239$).

La scolarité est regroupée en trois tranches aux fins de l'analyse : baccalauréat ou grade supérieur (38 %), collège ou métiers (40 %) et études secondaires ou moins (22 %). Les titulaires d'un grade universitaire sont surreprésentés par rapport au Recensement, ce qui est typique des sondages menés auprès de panels en ligne. L'ajout de la scolarité au test de pondération (voir Pondération) n'a modifié aucun résultat de plus d'environ 1,2 point de pourcentage.



Figure 63. Situation d'emploi (Q10)



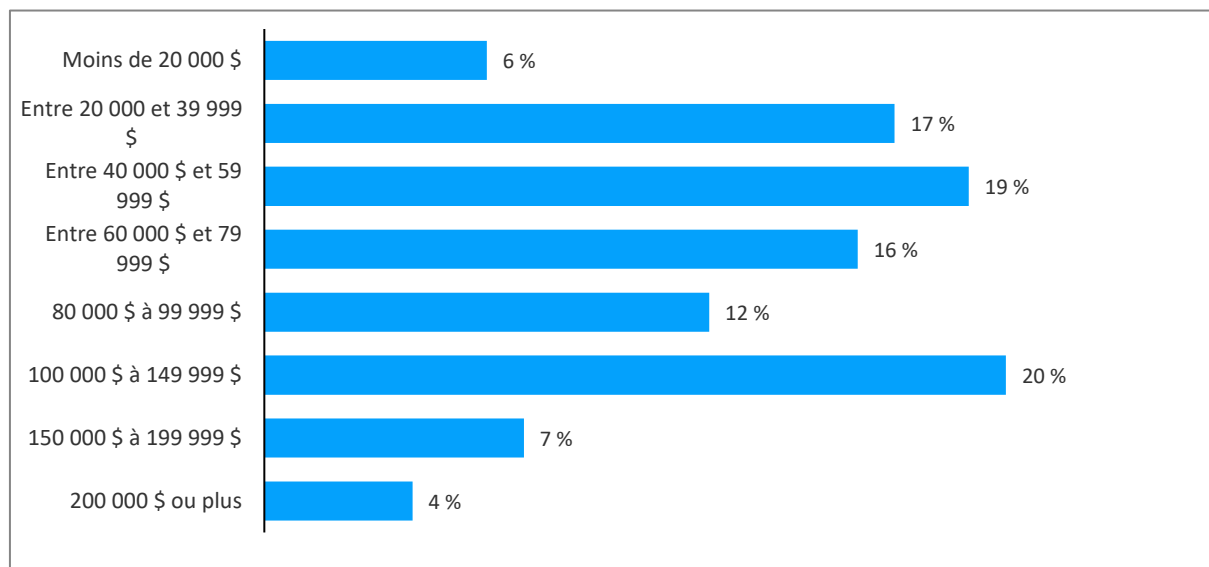
Base : ensemble des répondants ($n = 1\,239$).

La situation d'emploi est autodéclarée et ne suit pas la définition de l'Enquête sur la population active; elle n'est donc pas comparée aux statistiques officielles. L'emploi et l'âge se recoupent fortement; les écarts concernant les répondants retraités reflètent donc généralement un effet de l'âge.

Le sous-échantillon d'étudiants ($n = 37$) est trop petit pour être présenté séparément.



Figure 64. Revenu du ménage avant impôts (Q11)

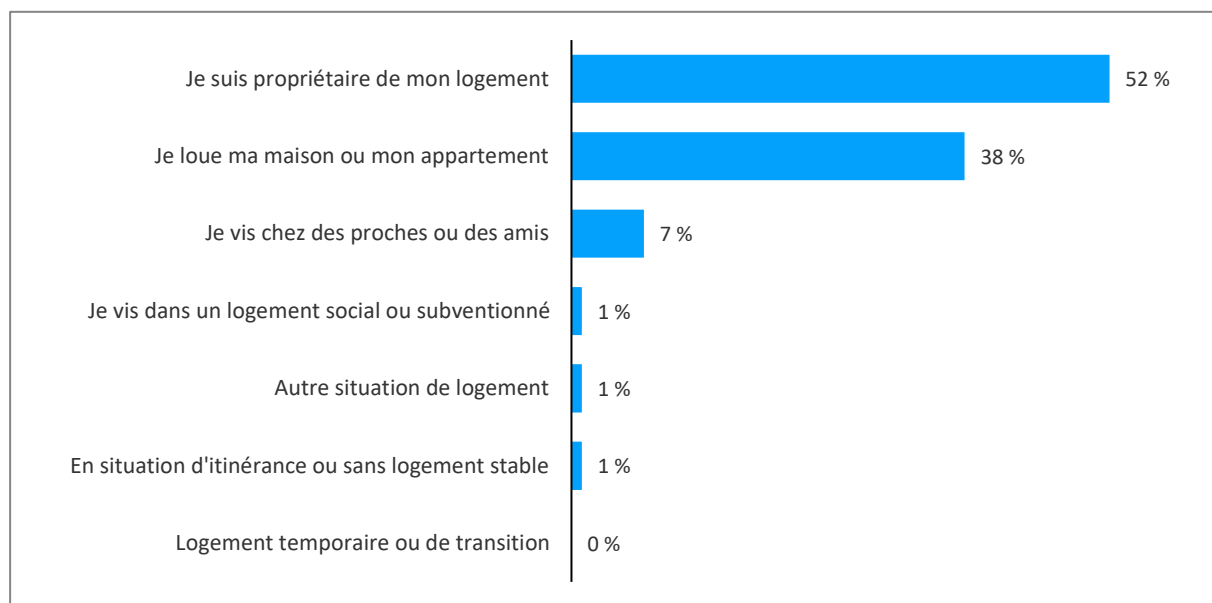


Base : ensemble des répondants ($n = 1\,239$).

Le revenu est regroupé en trois tranches aux fins de l'analyse : moins de 60 000 \$ (42 %), 60 000 \$ à 99 999 \$ (28 %) et 100 000 \$ ou plus (30 %). Les tranches du sondage ne correspondent pas aux regroupements de revenu publiés; aucune comparaison avec le Recensement n'est donc présentée.



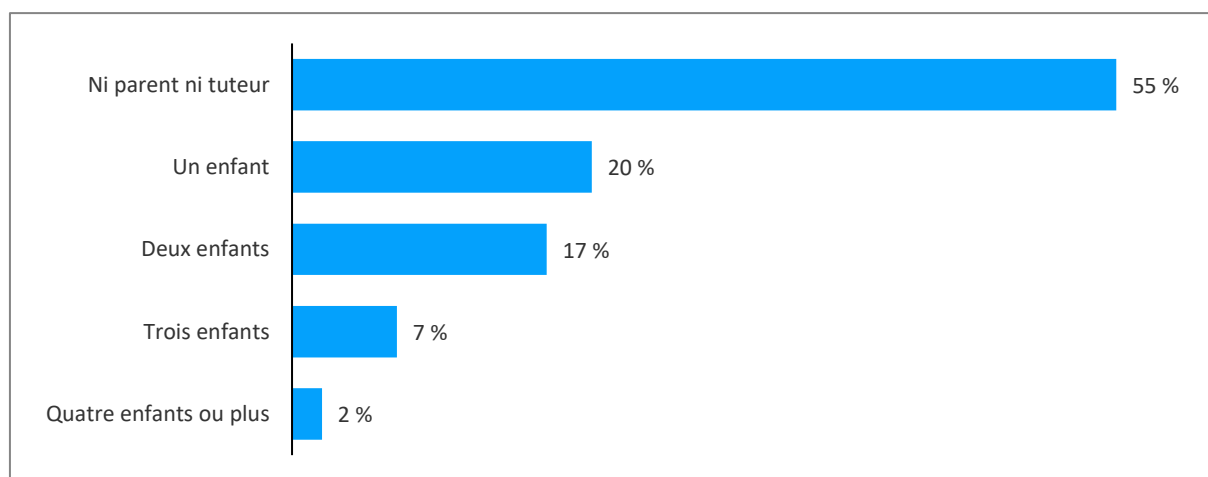
Figure 65. Situation de logement (Q12)



Base : ensemble des répondants ($n = 1\,239$).

Les propriétaires ($n = 646$) et les locataires ($n = 475$) sont utilisés dans l'analyse. Les locataires sont surreprésentés par rapport au Recensement, qui mesure les ménages plutôt que les individus.

Figure 66. Statut de parent ou de tuteur (Q13)

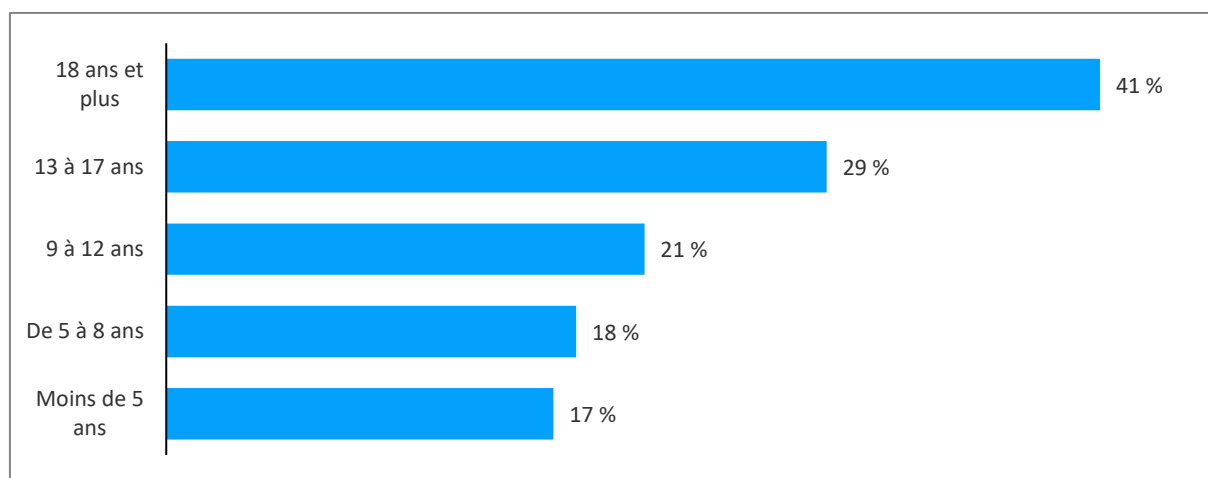


Base : ensemble des répondants ($n = 1\,239$).



Un peu moins de trois répondants sur dix ont un enfant de moins de 18 ans à la maison. Les effets liés au statut parental ne sont présentés dans ce rapport que lorsqu'ils se maintiennent une fois l'âge contrôlé.

Figure 67. Âge des enfants dans le ménage (Q14)



Base : parents et tuteurs (n = 556). Les répondants pouvaient sélectionner plus d'un groupe d'âge.

Chez les parents ayant un enfant de moins de 18 ans à la maison (n = 366), 47 % ont un enfant de 5 à 12 ans, 28 %, un enfant de 13 à 17 ans et 25 %, un enfant de moins de 5 ans.

Présenté par



Préparé en collaboration avec :



Fondation
de Gaspé Beaubien
Foundation



OCEANS
NORTH



CIER
Centre for Indigenous
Environmental Resources

©2026 AquaAction. Tous droits réservés.

